



LE PROGRÈS, POUR LA SOCIÉTÉ,
PAR LA TECHNOLOGIE



Le secteur public est confronté à une conjoncture complexe, marquée par des défis systémiques qui mettent à l'épreuve son efficacité, sa pérennité et sa capacité à répondre aux attentes des citoyens.

Ce document explore comment la transformation numérique – portée notamment par l'IA, le cloud et les nouvelles technologies – peut devenir un levier puissant pour moderniser l'administration publique et améliorer son efficacité.

Nexpublica y partage sa vision d'un service public au contact des citoyens, attractif, innovant et souverain. Une contribution importante pour repenser l'action publique à l'ère du numérique responsable.



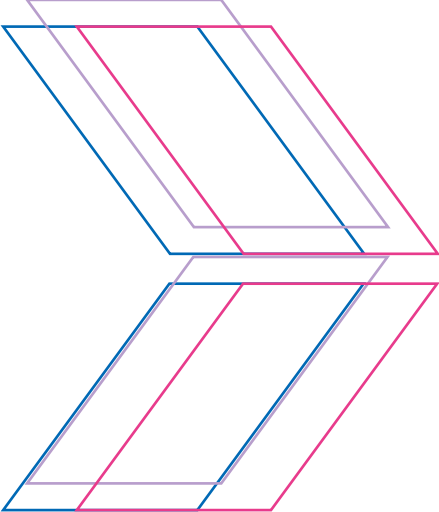
nexpublica.com



NOTRE VISION POUR LE SECTEUR PUBLIC

**Le progrès,
pour la société,
par la technologie.**

>nexpublica



Le service public porte une promesse essentielle : celle d'un accès équitable aux droits, aux services et à la solidarité. Car c'est bien de la res publica, la chose publique, dont il s'agit : notre capacité collective à faire société, à organiser ce qui nous relie et ce qui nous engage.

Née d'un partenariat avec la Caisse des Dépôts et consignations, Nexpublica accompagne depuis plus de 60 ans l'évolution du service public. Chaque grande transformation de l'administration a façonné notre expertise, et chaque innovation que nous avons conçue a contribué à structurer les services publics de demain. Notre identité reflète par ailleurs notre mission : proposer une Nouvelle Expérience du public, pour tous les publics : Nexpublica.

Cette promesse se heurte aujourd'hui à plusieurs défis. D'abord, celui de la proximité avec les citoyens et de la collaboration entre services publics. Il est crucial de tisser les nouveaux liens à l'administration et renforcer le lien entre les institutions et les usagers. Un autre défi fondamental réside dans l'attractivité et la gestion des talents : faire évoluer les compétences, accompagner les carrières, faciliter l'engagement des agents, et répondre à l'enjeu majeur de recrutement et de

fidélisation dans le secteur public. L'innovation continue est également essentielle pour répondre à des besoins de plus en plus complexes et renforcer la capacité d'action des services. Enfin, la souveraineté et la sécurité sont devenues des priorités centrales, face aux tensions géopolitiques, aux cyberattaques, et aux défis liés à la gestion des données sensibles. En somme, comment faire plus, mieux et durablement, avec des capacités budgétaires toujours plus contraintes ?

Face à ces enjeux systémiques, nous sommes convaincus que la transformation numérique prend tout son sens : elle est un levier stratégique pour rendre l'action publique plus efficace, plus démocratique, plus souveraine, notamment face à des contraintes budgétaires et réglementaires de plus en plus fortes. Elle permet d'améliorer concrètement le quotidien des agents et des usagers, de renforcer les liens sociaux, et de servir le mieux-vivre ensemble

Mais cette transformation ne peut pas se résumer à "faire du numérique pour faire du numérique". Elle doit s'incarner dans des solutions concrètes et utiles, pensées dès leur conception par et pour celles et ceux qui font vivre le service public au quotidien. Elle doit apporter plus de simplicité, plus de fluidité, plus d'efficacité, et plus

de proximité – sans jamais sacrifier les exigences de souveraineté, de sécurité, d'accessibilité ou de transparence.

Ce manifeste, construit grâce à nos 1 200 experts engagés aux côtés de plus de 4 000 organismes publics, incarne cette vision et s'organise selon une logique claire : pour chaque enjeu, un constat, des convictions, des actions. Il propose un cadre stratégique, met en lumière les enjeux majeurs, et illustre, à travers des exemples concrets, la manière dont nous pouvons collectivement construire un service public plus efficient, plus fluide et plus résilient.

Nous ne prétendons pas détenir toutes les réponses. Mais nous sommes convaincus d'une chose : c'est en agissant ensemble – pouvoirs publics, entreprises, agents, usagers et éditeurs de logiciels – que nous pourrions relever ce défi collectif. Nexpublica prend toute sa part à cette transformation en contribuant aux services essentiels de la société. Avec engagement, exigence et un sens profond de la responsabilité, nous bâtissons une nouvelle expérience du secteur public, au service de tous les publics. Je vous souhaite une excellente lecture.

Martin Hubert,
Président de Nexpublica





communiqué

INTRODUCTION _____ 4

1 PROXIMITÉ
ET COLLABORATION _____ 9

2 ATTRACTIVITÉ
ET GESTION DES TALENTS _____ 35

NEXPUBLICA :
ENGAGEMENTS ET HISTOIRE
AUPRÈS DU SERVICE PUBLIC _____ 53

3 INNOVATION
CONTINUE _____ 57

4 SOUVERAINETÉ
ET SÉCURITÉ _____ 77

introduction

LA MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS

Le secteur public est confronté à une conjoncture complexe, marquée par des défis systémiques qui mettent à l'épreuve son efficacité, sa pérennité et sa capacité à répondre aux attentes des citoyens.

Qu'il s'agisse d'assurer des services accessibles à tous, d'exploiter le potentiel de l'intelligence artificielle, de préserver la souveraineté dans un contexte géopolitique incertain, ou de s'adapter à des contraintes budgétaires toujours plus strictes, les défis ne cessent de croître.

Face à ces pressions multiples comment faire plus, mieux et durablement, avec des capacités budgétaires toujours plus limitées ? Comment assurer cette transformation tout en garantissant la souveraineté et la cybersécurité des services publics ?

Chez Nexpublica, nous sommes convaincus que la transformation numérique est un levier essentiel pour moderniser l'administration publique et améliorer son efficacité. Dans son rapport publié en janvier 2025*, la Cour des Comptes souligne que, si la numérisation des services

publics a permis de simplifier les démarches pour les citoyens et les entreprises, elle représente aussi une opportunité majeure d'optimisation budgétaire et organisationnelle pour l'État. L'intelligence artificielle, le cloud et les nouvelles techniques de développement logiciel offrent des réponses concrètes à ces enjeux. En supprimant les tâches administratives répétitives, en optimisant l'affectation des ressources et en favorisant une meilleure interopérabilité des systèmes, ces innovations permettent aux agents de se concentrer sur des missions à forte valeur ajoutée et améliorent la capacité d'anticipation des politiques publiques.

La Cour recommande d'ailleurs de prioriser les projets exploitant ces technologies, en raison de leur fort potentiel d'efficience. Pourtant, force est de constater que la fonction publique progresse

à un rythme plus lent dans ce domaine, freinée par des résistances profondes et légitimes : craintes de déshumanisation des services, problématiques d'accessibilité numérique, pénurie de compétences, enjeux de souveraineté et de cybersécurité, impact potentiel sur l'emploi, et exigences de transparence. Par ailleurs, les gains de productivité générés par ces projets restent insuffisamment mesurés et valorisés, alors que certaines administrations, comme la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), ont démontré leur impact significatif.

*Cour des comptes. (2025). Mieux suivre et valoriser les gains de productivité de l'État issus du numérique. <https://www.ccomptes.fr/fr/documents/73377>

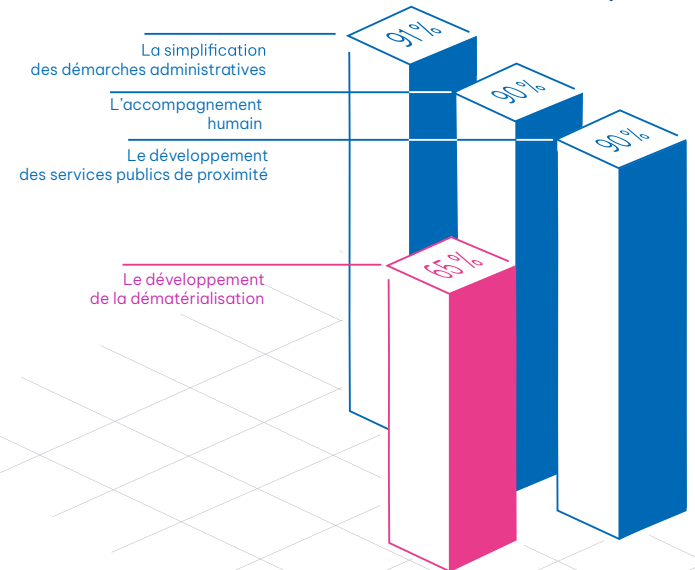


D'après une enquête OpinionWay* pour le think tank Sens du Service Public et la fondation Jean Jaurès réalisée en janvier 2025, les Français identifient en priorité la simplification des démarches administratives (91 %), l'accompagnement humain (90 %) et le développement des services publics de proximité (90 %) comme des leviers majeurs pour améliorer l'accès aux services publics. Pourtant, un paradoxe émerge : si le numérique est souvent présenté comme un outil de modernisation et de simplification, le développement de la dématérialisation arrive en dernière position avec seulement 65 % d'opinions favorables et 33 % d'avis défavorables. Ce paradoxe souligne une attente forte des citoyens : la transformation numérique ne doit pas être une fin en soi, mais un outil au service d'une administration plus accessible, plus simple et plus humaine. Digitaliser pour digitaliser est une impasse si cela complexifie l'accès aux services. Au contraire, les solutions numériques doivent accompagner une refonte globale des services publics, en réduisant la charge administrative, en renforçant l'accompagnement humain et en facilitant l'accès aux services de proximité.

Cela rejoint notre conviction : le numérique doit être pensé non pas comme une substitution, mais comme un levier permettant d'améliorer l'expérience des citoyens, l'efficacité, la souveraineté et la cybersécurité de l'action publique.

*Fondation Jean-Jaurès. (2025, 4 février). Les inégalités d'accès aux services publics en France et l'impact sur le vote. <https://www.jean-jaurès.org/publication/les-inegalites-dacces-aux-services-publics-en-france-et-limpact-sur-le-vote/>

• **Les priorités des Français pour améliorer l'accès aux services publics**



NOTRE ENGAGEMENT POUR UN SERVICE PUBLIC NUMÉRIQUE PERFORMANT

Pour relever ce défi, nous structurons nos solutions autour de quatre enjeux clés, essentiels pour garantir une modernisation équilibrée, performante et pérenne :



1 PROXIMITÉ ET COLLABORATION

La technologie peut faciliter le rapprochement des citoyens avec les services publics et améliorer la coordination entre les différents acteurs, intervenants et administrations publiques.



3 INNOVATION CONTINUE

Rester à la pointe des évolutions technologiques est essentiel. Le secteur public doit bénéficier des meilleures innovations disponibles sur le marché, notamment en matière d'intelligence artificielle, afin de renforcer la capacité d'agir des services.



2 ATTRACTIVITÉ ET GESTION DES TALENTS

Nos solutions numériques ne se limitent pas à optimiser les processus ; elles doivent également accompagner la montée en compétences des agents publics, renforcer leur engagement et répondre aux nouveaux défis de la gestion des ressources humaines.



4 SOUVERAINETÉ ET SÉCURITÉ

Nos technologies sont conçues pour être résilientes face aux crises économiques, aux tensions géopolitiques et aux défis énergétiques, tout en garantissant la souveraineté des données publiques, la cybersécurité des systèmes et la sécurité des infrastructures.



En adoptant ces principes fondateurs, nous affirmons que la technologie peut devenir un puissant catalyseur de performance pour la fonction publique, en renforçant sa capacité d'agir et en améliorant son efficacité.

Non seulement elle permettra de réaliser des économies budgétaires substantielles, mais elle contribuera également à redonner au secteur public l'attractivité qu'il mérite, en le positionnant comme un acteur central de l'innovation et de la transformation sociale. Nos solutions s'inscrivent également dans une démarche de numérique responsable : elles sont conçues pour être accessibles à tous, respectueuses des principes d'éthique et d'équité, tout en intégrant

Cette initiative reflète un engagement stratégique.

des pratiques de sobriété numérique pour limiter leur empreinte environnementale. Un tel engagement est une condition

essentielle pour renforcer la confiance des citoyens et assurer une modernisation responsable des services publics.

Chez Nexpublica, nous ne mettons pas simplement à disposition des outils numériques, mais des solutions construites pour transformer en profondeur la manière dont le secteur public fonctionne et interagit avec les citoyens. Nous répondons à un ensemble de besoins de manière cohérente et intégrée, afin de garantir une transformation efficace et fluide pour les administrations et les usagers.

C'est pourquoi nous lançons une plateforme secteur public, permettant de réunir en un seul endroit les outils utilisés par le service public. Cette initiative reflète un engagement stratégique qui renforce l'efficacité et la capacité d'agir de la fonction publique.

NOTRE IMPACT EN QUELQUES CHIFFRES

Nos solutions facilitent le quotidien des acteurs publics et privés qui fournissent des services essentiels à la société. Voici leur impact en quelques chiffres clés.

18 Mds

d'euros de prestations sociales

4000

organismes publics accompagnés

1200

entreprises privées accompagnées.

65

département utilisateurs de nos solutions de prestations sociales.

60%

des demandes de permis de construire traitées avec nos solutions en France.

5 M

de fiches de paie annuelles produites pour les agents publics.

75 000

pompiers soutenus dans leurs interventions d'urgence.

1,5 M

d'élèves transportés grâce à une organisation optimisée.

85M€

de taxe de séjour collectée.



1 Proximité et collaboration

PROXIMITÉ ET COLLABORATION

CONTEXTE ET ENJEUX

Chez Nexpublica, nous considérons que le renforcement des échanges entre citoyens et services publics ainsi que la valorisation des données sont des leviers essentiels.

54%

Personnes déclarant rencontrer des difficultés dans leurs démarches administratives en ligne

3 Mds

Aides sociales estimées non réclamées chaque année

NOS SOLUTIONS



Action sociale

Simplifier les démarches et réduire le non-recours aux droits



Urbanisme

Accélérer les demandes avec un parcours numérique guidé



Gestion financière

Exploiter les données pour une décision publique éclairée



Gestion technique des territoires

Centraliser la gestion des infrastructures sur une seule plateforme



Fiscalité locale

Adapter la stratégie fiscale aux dynamiques locales



Transports scolaires

Simplifier l'inscription grâce à un portail unique et intuitif



Appels et urgences

Optimiser la régulation pour accélérer la prise en charge



Voirie

Suivre, prioriser et optimiser l'entretien des infrastructures

Allons plus loin



Demain, l'activation automatique des droits sociaux, la simplification prédictive des démarches et les outils d'analyse des attentes citoyennes permettront une administration plus juste, plus fluide et véritablement proactive. L'Intelligence artificielle (IA) jouera un rôle clé pour guider les usagers, structurer les décisions publiques et renforcer l'égalité d'accès aux services.

I - RENFORCER LA PROXIMITÉ POUR COMPRENDRE, ANTICIPER, ADAPTER ET ACCOMPAGNER

Il est nécessaire d'accroître les échanges entre le citoyen et les services publics pour accompagner l'exécution des politiques publiques, en comprendre la réception et anticiper les besoins futurs.

Chez Nexpublica, nous sommes persuadés que le renforcement des échanges entre les citoyens et les services publics est un levier essentiel pour améliorer la qualité des politiques publiques et renforcer la confiance dans les institutions. Une administration plus accessible et réactive permet non seulement d'optimiser l'exécution des politiques publiques, mais aussi d'anticiper les besoins des citoyens en s'appuyant sur des interactions fluides et continues.

**La dématérialisation
des services publics ne
doit pas devenir
un facteur d'exclusion.**

L'État et les collectivités territoriales ont entrepris des efforts conséquents pour améliorer la transparence et l'accessibilité des services publics. La dématérialisation des démarches administratives, amorcée dans les

années 2000 avec la mise en place de portails comme service-public.fr, a marqué un tournant dans la relation entre l'administration et les usagers. Plus récemment, le déploiement de France Connect, permettant d'accéder à plusieurs services avec une authentification unique, a contribué à simplifier les interactions avec les services publics. Ces initiatives s'inscrivent dans un mouvement global visant à rendre l'administration plus proche des citoyens, en facilitant l'accès aux droits et aux démarches essentielles.

Toutefois, malgré ces avancées, la relation entre les citoyens et les services publics reste marquée par des obstacles structurels. Le Baromètre du Numérique 2022 révèle que 54 % des Français rencontrent des difficultés dans leurs démarches en ligne, soit une hausse de 16 points depuis 2020. Ces difficultés sont particulièrement prononcées chez

les populations les plus vulnérables, notamment les personnes âgées, les citoyens peu familiers avec le numérique ou encore les publics précaires. La médiation numérique joue un rôle clé pour garantir que la dématérialisation des services publics ne devienne pas un facteur d'exclusion. Selon l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), plus de 13 000 lieux de médiation numérique étaient recensés en France en 2024, mais l'accès à ces dispositifs reste inégalement réparti sur le territoire. Au-delà des barrières technologiques, le manque de clarté des procédures administratives et l'absence d'accompagnement personnalisé aggravent la situation. Trop souvent, les citoyens ne savent pas à quels services ils ont droit ni quelles démarches entreprendre, ce qui entraîne un fort taux de non-recours aux prestations sociales. En France, le taux de non-recours au RSA dépasse régulièrement 30%, soit 3 milliards d'euros. Cette situation découle en partie d'un manque d'information et d'une complexité administrative qui peuvent décourager les démarches. Pourtant, d'après une étude publiée en 2024 par le cabinet Oliver Wyman France, la pauvreté pèserait au total pour près de 119 milliards d'euros par an à la collectivité, dont 51 milliards de dépenses directes,

pour la lutte dédiée, et plus de 67 milliards de dépenses indirectes dues à l'inaction. Une meilleure exploitation des données publiques et une analyse fine des usages permettraient d'identifier ces situations et d'ajuster les politiques publiques en conséquence. En croisant les informations disponibles, il devient possible d'anticiper les besoins des citoyens et d'apporter des réponses plus adaptées.

Par ailleurs, au-delà des aspects liés à l'accès aux droits, un autre défi central réside dans la capacité des services publics à analyser les retours des citoyens pour ajuster et améliorer leurs actions. Les dispositifs de participation existants, tels que les consultations en ligne ou les budgets participatifs, offrent des opportunités intéressantes mais restent encore limités en termes d'impact et de couverture. Il existe un besoin fort de structurer et d'exploiter ces contributions de manière plus efficace, en intégrant des outils de pilotage et d'analyse des données qui permettent d'orienter les décisions en fonction des attentes exprimées par les citoyens.

Enfin, un obstacle récurrent réside dans la fragmentation des canaux

de communication entre les citoyens et l'administration. Aujourd'hui, chaque service public ou presque dispose de sa propre plateforme et de ses propres modalités de contact, ce qui rend les démarches complexes et parfois redondantes pour les usagers. Un manque de coordination entre ces différents services nuit à l'efficacité de l'action publique et à la perception qu'en ont les citoyens. Une meilleure interconnexion des données et une simplification des parcours d'accès aux services (avec des portails unifiés et simplifiés, par exemple), contribueraient à améliorer cette relation.

Dans cette perspective, une modernisation des outils numériques au service des échanges entre citoyens et administrations est essentielle. Il ne s'agit pas uniquement de digitaliser l'administration, mais bien d'utiliser les technologies comme un levier pour renforcer l'écoute, améliorer la lisibilité des décisions publiques et faciliter l'ajustement des politiques en fonction des besoins réels de la population.

54 %

des Français rencontrent des difficultés dans leurs démarches en ligne

³Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep), Conseil général de l'économie (CGE), Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) & Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom). (2022). Baromètre du numérique – Édition 2022. https://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/rapport-barometre-numerique-edition-2022-Rapport.pdf

⁴Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) & Université

Rennes 2, CREAD-M@rsouin. (2025). La société numérique française : les professionnels de la médiation numérique au défi de l'éloignement numérique. https://labo.societenumerique.gouv.fr/documents/38/Note_de_synthese_de_synth%C3%A8se_La_m%C3%A9diation_numer%C3%A9rique_Wtkl3xU.pdf

⁵Hannafi, C., Le Gall, R. (ERUDITE, Université Paris-Est Créteil ; DREES*), Omalek, L., & Marc, C. (DREES). (2022, février). Mesurer régulièrement le non-recours au RSA et à la prime d'activité : méthode et résultats (Les Dossiers de la DREES, n° 92). https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2022-05/DD92_0.pdf

II - NOTRE OFFRE POUR RÉPONDRE AU DÉFI DES ÉCHANGES ENTRE LE CITOYEN ET LES SERVICES PUBLICS, DE L'ACCOMPAGNEMENT, DE L'EXÉCUTION ET DE L'ANTICIPATION DES POLITIQUES PUBLIQUES.

Chez Nexpublica, nous mettons à disposition des plateformes intelligentes permettant aux citoyens de mieux comprendre les services auxquels ils ont droit et d'effectuer leurs démarches plus facilement. Ces portails s'appuient sur des technologies d'agrégation et de recommandation personnalisées pour guider les usagers en fonction de leur profil et de leurs besoins.

Pour améliorer la lisibilité des politiques publiques et anticiper les attentes des citoyens, l'exploitation intelligente des données est aussi essentielle. Nexpublica propose donc des solutions de pilotage et de visualisation qui permettent aux administrations de tirer parti de la richesse des informations disponibles pour adapter leurs décisions et optimiser leurs services.





DES PORTAILS SIMPLIFIÉS POUR LA PROTECTION SOCIALE

CONTEXTE

La protection sociale représente une part majeure du budget de l'État, avec environ 850 milliards d'euros alloués en 2024, soit 30 % du PIB français. L'aide et l'action sociale, qui incluent le RSA, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et la Prestation de Compensation du Handicap (PCH), représentent à elles seules 84,9 milliards d'euros, dont 39 milliards pris en charge par les départements. Malgré ces montants, le non-recours aux aides sociales demeure un problème majeur dans la lutte contre la pauvreté. Cette situation entraîne une inefficacité budgétaire et limite l'impact des dispositifs d'accompagnement.

NOS SOLUTIONS

Nos solutions d'action sociale permettent une meilleure information des citoyens avec une réduction du taux de non-recours grâce à une identification automatisée de l'aide sociale disponible, tout en

allégeant la charge administrative des agents. Il facilite aussi un parcours usager plus fluide en simplifiant les procédures, grâce à une approche intuitive et un accompagnement

pas à pas. Pour l'administration, cela se traduit par un gain d'efficacité et une diminution du nombre de sollicitations en guichet grâce à des services en ligne plus performants.

*Ce projet marque
une avancée
significative vers
la dématérialisation.*

Dans une collectivité de 350 000 habitants, nos solutions d'action sociale facilitent l'accès aux prestations pour environ 20 000 bénéficiaires. La mise en place d'un téléservice a permis de simplifier les démarches, avec 900 comptes utilisateurs créés et 430 demandes déposées en ligne. Ce projet marque une avancée significative vers la dématérialisation, réduisant les volumes de papier et améliorant l'accessibilité pour les usagers, qui peuvent désormais solliciter une aide sans se déplacer. Ce succès ouvre la voie à de nouvelles évolutions, notamment l'intégration des relevés de présence des assistantes familiales et maternelles pour une gestion encore plus fluide des aides sociales.

850 Mds

alloués en 2024
pour la protection sociale

30%

du PIB français alloués en 2024
pour la protection sociale

Les bénéfices pour...



LES CITOYENS

Nos solutions facilitent l'accès aux aides via un portail unique et intuitif, réduisant les démarches et le non-recours. Les usagers sont guidés tout au long du processus, y compris les aidants. Demain, l'IA renforcera cette approche en analysant les situations et en suggérant les aides adaptées, pour un accompagnement plus personnalisé et équitable.



L'ÉTAT ET LES DÉCIDEURS PUBLICS

Nos solutions offrent une vision consolidée des besoins sociaux sur un territoire, avec des tableaux de bord dynamiques. Elles permettent un pilotage réactif des politiques sociales et une anticipation des tendances démographiques. Objectif : mieux adapter les dispositifs aux besoins réels et optimiser l'allocation des ressources publiques.



LES AGENTS PUBLICS

Nos solutions automatisent les vérifications d'éligibilité, réduisent les ressaisies et facilitent le suivi des demandes. Les agents gagnent du temps, accompagnent mieux les usagers et bénéficient d'outils d'aide à la décision. Demain, l'analyse des dossiers permettra de proposer des actions adaptées et de détecter anomalies ou erreurs.



LES COLLECTIVITÉS

Nos solutions améliorent le suivi des bénéficiaires, réduisent la charge administrative et facilitent l'allocation des aides selon les besoins réels. Les données collectées alimentent des tableaux de bord précis. À terme, elles permettront une analyse prédictive des évolutions sociales pour mieux anticiper les politiques locales.



FACILITER LES DÉMARCHES D'URBANISME

1,8 M

demandes d'urbanisme par an

1 à 3 mois

moyenne des délais d'instructions

CONTEXTE

Chaque année, plus de 1,8 million de demandes d'urbanisme sont déposées en France*, incluant permis de construire, déclarations préalables et certificats d'urbanisme. Les délais d'instruction varient selon la nature des demandes, allant généralement de 1 à 3 mois.

NOS SOLUTIONS

Nos outils de gestion des démarches d'urbanisme améliorent la gestion des demandes d'urbanisme en réduisant le temps de traitement des dossiers grâce à un suivi en temps réel et une meilleure accessibilité aux informations réglementaires. Actuellement, plus de 600 collectivités et EPCI, représentant

plus de 14 000 communes en France, nos logiciels pour l'instruction de leurs dossiers d'urbanisme, fonciers et habitat. Ils offrent aux usagers une expérience simplifiée et permet aux collectivités d'avoir un meilleur contrôle des demandes, réduisant ainsi les erreurs et les retards administratifs.

*Service interministériel des Archives de France. (2021, 15 juillet).
Archivage des demandes d'autorisation d'urbanisme.
https://www.cnfpt.fr/sites/default/files/dgpa_siaf_2021_003_annexe_synthese_ads.pdf



Les bénéfices pour...



LES CITOYENS

Nos solutions simplifient les démarches d'urbanisme (permis, déclarations...), offrent un suivi en temps réel des dossiers et réduisent les erreurs grâce à une meilleure lisibilité des règles. Demain, l'IA guidera les demandeurs pour limiter les risques de non-conformité et augmenter le taux d'acceptation.



L'ÉTAT ET LES DÉCIDEURS PUBLICS

Nos solutions consolident les données à l'échelle nationale, facilitent le suivi des politiques d'aménagement et réduisent les contentieux. Bientôt, des analyses croisées permettront d'anticiper les tensions immobilières et d'ajuster les infrastructures aux évolutions démographiques.



LES AGENTS PUBLICS

L'interface collaborative facilite l'instruction des dossiers, réduit les tâches répétitives et fluidifie la communication entre services. Demain, l'analyse automatique des pièces détectera les incohérences, permettant un traitement plus rapide et fiable des demandes.



LES COLLECTIVITÉS

Nos outils centralisent les données d'urbanisme, automatisent les processus et facilitent le respect des délais. À terme, des cartes interactives aideront à visualiser les dynamiques locales, croiser les données logement/transport, et planifier l'aménagement du territoire.

Allons plus loin

Au-delà des améliorations apportées à nos solutions, l'avenir des services publics repose sur des systèmes proactifs, capables d'anticiper les besoins des citoyens et d'adapter automatiquement les services. Nous comptons notamment utiliser le potentiel de l'intelligence artificielle pour guider les usagers dans la compréhension des services auxquels ils ont droit, ou encore permettre l'activation automatique des droits sociaux en analysant les situations en temps réel, réduisant ainsi le non-recours et simplifiant les démarches. Dans l'urbanisme, des modèles prédictifs ajusteraient les infrastructures aux évolutions démographiques avant même que les besoins ne deviennent critiques.



FAVORISER L'EXPLOITATION DES DONNÉES POUR LA GESTION FINANCIÈRE

CONTEXTE

Le secteur public génère chaque année une quantité massive de données, dont l'exploitation reste largement sous-optimisée. En 2023, plus de 160 000 jeux de données publiques étaient accessibles sur data.gouv.fr, mais leur valorisation reste hétérogène. Pourtant, un usage structuré des données permettrait d'améliorer la gestion des politiques publiques et de générer des gains d'efficacité notables. Les collectivités expriment aussi un besoin croissant de transparence et de communication sur leurs actions. Face aux attentes citoyennes et à l'exigence de redevabilité, elles recherchent des outils pour mieux exploiter leurs données, évaluer l'impact des politiques, appuyer les décisions et rendre compte de leurs résultats. L'accès à des analyses consolidées et à des indicateurs de performance devient un enjeu clé pour renforcer la confiance entre administrations et citoyens.

160 000

jeux de données publiques
inégalement valorisés

NOS SOLUTIONS

Notre solution de gestion financière permettra une expérience utilisateur fluide et une exploitation optimisée des données pour une prise de décision plus efficace. Elle permettra ainsi une prise de décision éclairée grâce à des tableaux de bord interactifs et des indicateurs clés de performance, facilitant l'évaluation des dispositifs en place. Leur usage contribue à une gestion plus efficace des ressources publiques et à une réactivité accrue face aux évolutions des besoins citoyens.

*Allons
plus loin*

Ces projets bénéficient d'un investissement de plusieurs millions d'euros et mobilisent une équipe pluridisciplinaire de 25 à 30 experts, réunissant des spécialistes UI/UX (User Interface/User Experience), des experts métiers, des architectes techniques, des spécialistes en intelligence artificielle, ainsi que des ingénieurs travaillant avec les technologies les plus récentes. Afin de garantir des solutions parfaitement adaptées aux besoins des acteurs publics, nous menons ces projets en étroite collaboration avec plusieurs collectivités pilotes, qui testent et co-construisent avec nous les fonctionnalités de la plateforme. Cette approche itérative permet d'ajuster nos outils en fonction des réalités du terrain, d'intégrer des cas d'usage concrets et de s'assurer qu'ils répondent aux attentes opérationnelles des administrations en matière de gestion des données et d'aide à la décision.

Les bénéfices pour...



LES CITOYENS

Nos outils renforcent la transparence sur l'usage des fonds publics, en rendant lisibles les décisions locales et l'impact des politiques. À terme, des synthèses personnalisées permettront à chaque citoyen de suivre les actions menées sur son territoire et de mieux comprendre les choix budgétaires, favorisant une participation plus éclairée à la vie démocratique.



L'ÉTAT ET LES DÉCIDEURS PUBLICS

L'accès à des données consolidées facilite le pilotage national et le suivi des actions locales. Demain, des outils de modélisation permettront d'ajuster les budgets en temps réel et de simuler l'impact des réformes. L'interconnexion croissante des données renforcera le dialogue entre l'État et les territoires, pour une action publique plus coordonnée.



LES AGENTS PUBLICS

Nos solutions centralisent les données et facilitent leur analyse grâce à des indicateurs partagés. Elles renforcent la coordination entre services et allègent la charge analytique. Demain, des assistants intelligents suggéreront automatiquement des pistes d'optimisation, en croisant les données internes et externes aux administrations.



LES COLLECTIVITÉS

Nos outils permettent d'analyser les tendances locales en temps réel, de réduire les erreurs de pilotage et d'ajuster les politiques en fonction des besoins. À terme, des modèles prédictifs détecteront des anomalies budgétaires, alerteront sur les écarts de dépenses et proposeront des ajustements fondés sur des comparaisons avec d'autres territoires.



OPTIMISER LA GESTION TECHNIQUE DES TERRITOIRES

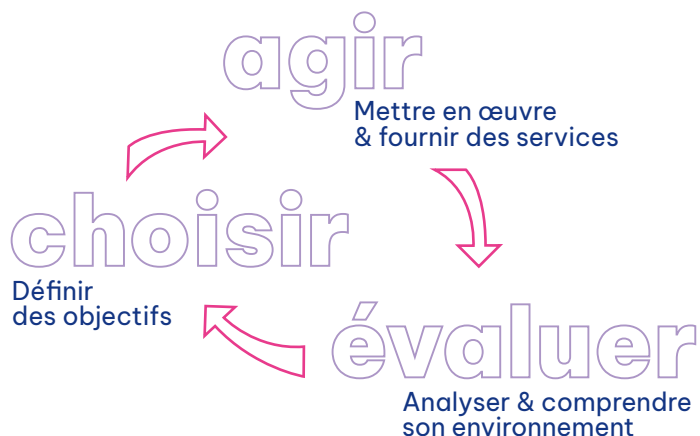
CONTEXTE

Que ce soit des équipements (sportifs, culturels, ...), des écoles, des aires de jeux, des arbres, des réseaux, des routes, des bâtiments, des entrepôts, etc [...] Les services techniques sont au cœur des missions des collectivités. Par leurs actions, ils offrent les conditions matérielles et techniques nécessaires à la mise en œuvre des politiques publiques par les acteurs publics comme la société civile.

NOS SOLUTIONS

La gestion technique des territoires repose sur une multitude d'acteurs et de processus souvent fragmentés. Nos solutions visent à simplifier et automatiser ces opérations en fournissant une vue unifiée et dynamique des équipements publics.

Elles permettent ainsi aux collectivités d'assurer une gestion efficace et centralisée de leurs infrastructures en intégrant un référentiel unique regroupant l'ensemble du patrimoine public. Grâce à une approche modulaire, elle couvre l'ensemble du cycle de vie des équipements et infrastructures, depuis leur inventaire jusqu'à leur maintenance et leur renouvellement. Aujourd'hui, 50 collectivités, 10 départements et 25 % des métropoles françaises font confiance à nos solutions, représentant un parc de 5 000 utilisateurs.



Les bénéfices pour...



LES CITOYENS

Une gestion optimisée des infrastructures améliore le quotidien : voirie, éclairage, espaces verts... Nos solutions facilitent les interventions et permettent à certains partenaires de recueillir les signalements via des outils connectés. À terme, cette logique pourrait être étendue aux citoyens pour renforcer la réactivité des services publics.



L'ÉTAT ET LES DÉCIDEURS PUBLICS

La centralisation des données d'infrastructure permet un meilleur pilotage des investissements à l'échelle nationale. Nos solutions faciliteront le croisement des données techniques, budgétaires et territoriales pour planifier les politiques d'aménagement. Des tableaux de bord dynamiques permettront d'ajuster les stratégies selon les besoins réels.



LES AGENTS PUBLICS

Une interface ergonomique facilite le suivi des interventions et la coordination des services techniques. En mobilité, les agents peuvent gérer leurs missions en temps réel. Demain, des systèmes d'assistance analyseront les interventions passées pour proposer des plans d'action optimisés, renforçant l'efficacité et la réactivité au quotidien.



LES COLLECTIVITÉS

Nos solutions centralisent la gestion des infrastructures, optimisent les stocks, les achats et les budgets. Grâce à l'analyse prédictive et à la cartographie intelligente, les collectivités pourront mieux anticiper les besoins de maintenance, ajuster leurs investissements et améliorer la planification de leurs aménagements urbains.

*Séramour, C. (2024, 12 février). IA générative : LLaAmendement aide les agents publics à résumer les amendements parlementaires. L'Usine Digitale. <https://www.usine-digitale.fr/article/ia-generative-llamendement>

Allons plus loin

L'exploitation des données est devenue un levier stratégique pour une action publique plus efficace. Demain, l'interconnexion des outils de pilotage permettra d'anticiper les besoins, d'optimiser les budgets et d'adapter les politiques aux réalités locales. Chez Nexpublica, nous explorons le potentiel de LLaAmendement*, une technologie qui analyse automatiquement les textes législatifs, identifie les modifications clés et les rend plus lisibles pour les citoyens, les agents et les décideurs. Cette approche pourrait demain s'appliquer à d'autres domaines comme les données territoriales ou les normes médicales, pour renforcer la transparence et simplifier la compréhension des règles.

III - LE PARTAGE DE DONNÉES MÉTIERS ENTRE OUTILS ET ACTEURS PUBLICS POUR DÉCOUPLER L'EFFICIENCE DE L'ACTION PUBLIQUE.

Chez Nexpublica, nous savons que la donnée constitue un levier stratégique pour la modernisation des services publics. Plus qu'un simple support d'information, elle représente aujourd'hui un outil essentiel pour améliorer la qualité des décisions publiques, optimiser les ressources des collectivités et renforcer la transparence de l'action publique.

Une administration efficace est une administration qui sait exploiter pleinement la richesse des données qu'elle produit, qui sait structurer et analyser cette information pour l'adapter aux réalités locales et répondre aux attentes des citoyens de manière proactive. Le sondage OpinionWay pour le Sens du service public permet d'identifier que les délais de traitement trop longs (50% des répondants) représentent la principale source de mauvaise expérience avec un service public alors que l'éloignement géographique avec les services publics (48%) est le principal obstacle à l'égalité d'accès à ces mêmes services.

La France et l'Union européenne ont engagé des efforts significatifs pour favoriser une meilleure exploitation des données, notamment à travers des initiatives comme data.gouv.fr, qui centralise et met à disposition une grande quantité d'informations administratives, ou encore par la création d'observatoires sectoriels permettant aux collectivités de suivre et d'analyser en temps réel l'impact de leurs politiques publiques. La Décennie numérique de l'Europe (2020-2030)* illustre également cette volonté d'accélérer la digitalisation du secteur public, avec des objectifs ambitieux visant à structurer et à valoriser les données pour une gestion publique plus efficace et transparente.

Pourtant, malgré ces avancées, de nombreux freins persistent et limitent encore le plein potentiel des données publiques. L'un des principaux obstacles réside dans la sous-exploitation de cette richesse informationnelle. Si les administrations produisent et collectent une quantité croissante de données, ces dernières sont encore trop souvent dispersées, non structurées ou difficilement accessibles. Faute d'outils performants pour centraliser et analyser ces informations, de nombreuses collectivités peinent à en tirer parti pour optimiser leurs politiques et leurs services. Dans un contexte où les données sont omniprésentes, leur exploitation reste entravée par le manque de tableaux de bord et d'outils de visualisation performants, empêchant une lecture claire et immédiate des tendances et des évolutions. Cette situation complique le travail des décideurs, qui doivent s'appuyer sur des informations souvent fragmentées pour élaborer leurs stratégies.

Par ailleurs, les disparités territoriales dans l'accès aux outils d'analyse des données accentuent ces difficultés. Si certaines grandes collectivités disposent des ressources nécessaires pour mettre en place des solutions avancées de gestion et de pilotage, elles restent néanmoins en retard par

rapport au secteur privé en matière d'exploitation des données et d'outils analytiques. D'autres, notamment les plus petites administrations locales, rencontrent encore davantage d'obstacles techniques et financiers pour investir dans ces technologies. L'accès à des solutions adaptées est pourtant essentiel pour permettre à tous les acteurs publics de bénéficier d'un appui décisionnel efficace et de piloter leurs politiques avec plus de précision.

Enfin, la faible mutualisation des informations entre administrations limite encore l'impact des initiatives de collecte et d'analyse des données. Bien que des efforts aient été réalisés pour encourager la mise en commun des informations, les échanges restent encore insuffisants et freinés par des contraintes organisationnelles, techniques et réglementaires, empêchant une vision globale et coordonnée des enjeux. Par exemple, les échanges de données entre une ville et sa métropole peuvent être entravés par des systèmes d'information incompatibles ou des divergences dans les formats de données. Cette fragmentation complique la coordination des politiques publiques, notamment en matière de transport, d'urbanisme

ou de gestion des infrastructures, où une approche plus intégrée permettrait d'optimiser les décisions et les ressources. Toutefois, cette mutualisation et une interopérabilité accrue soulève également des défis de cybersécurité et de souveraineté des données. Une mise en commun des informations sans cadre sécurisé peut exposer les administrations à des risques de cyberattaques ou de fuite de données sensibles, compromettant ainsi la confiance des citoyens et l'efficacité des services publics. Assurer une interopérabilité efficace tout en préservant l'intégrité et la souveraineté des données publiques est donc un défi clé, abordé dans notre Partie 4 sur la souveraineté et la sécurité.

Ainsi, pour que les données deviennent un véritable atout au service de l'action publique, il est indispensable d'accompagner les administrations dans la structuration, l'analyse et l'exploitation de ces informations. L'enjeu ne réside pas seulement dans l'ouverture des données, mais aussi dans la mise à disposition d'outils adaptés permettant de transformer cette ressource en un véritable levier de performance.

C'est dans cette optique que

Nexpublica développe des solutions dédiées à la gestion et à la valorisation des données, afin d'offrir aux collectivités, aux administrations et aux services publics des outils performants pour mieux comprendre leur territoire, adapter leurs politiques et améliorer la gestion de leurs ressources. En structurant la donnée et en facilitant son exploitation, nous permettons aux acteurs publics d'optimiser leur action, d'accroître leur efficacité et de renforcer la transparence auprès des citoyens.

***Un accompagnement
à la hauteur est
indispensable pour
faire des données
un véritable levier
de performance
publique.***

*Union européenne.
(2022, 14 décembre).
Décision (UE) 2022/2481
du Parlement européen et
du Conseil du 14 décembre
2022 établissant le
programme politique pour
la Décennie numérique.
Journal officiel de l'Union
européenne, L 323,
19.12.2022, p. 4. <https://eur-lex.europa.eu/eli/dec/2022/2481/oj?locale=fr-aide-les-agents-publics-a-resumer-les-amendements-parlementaires.N2208169>



IV. NOTRE OFFRE POUR RÉPONDRE AUX DÉFIS DU PARTAGE DES DONNÉES MÉTIERS AFIN DE DÉCUPLER L'EFFICIENCE DE L'ACTION PUBLIQUE

L'exploitation des données publiques est un levier essentiel pour améliorer la prise de décision, optimiser les politiques publiques et renforcer la transparence. Nexpublica propose des solutions innovantes permettant aux collectivités et aux administrations de structurer, analyser et mutualiser leurs données afin d'en tirer des enseignements pertinents et d'adapter leurs actions en temps réel.

De même, certaines organisations publiques comme les services d'urgence départementaux doivent collaborer dans l'urgence. Le partage d'information en temps réel via des plateformes communes et des connecteurs est clé pour garantir une communication efficace, une meilleure visualisation des incidents et une optimisation des processus de réponse aux crises.



STRUCTURER ET MUTUALISER LA DONNÉE POUR LA FISCALITÉ DES COLLECTIVITÉS

CONTEXTE

La gestion fiscale des collectivités représente un enjeu majeur, avec des recettes qui doivent être ajustées aux besoins territoriaux tout en garantissant une juste imposition. L'analyse et la gestion de la fiscalité locale nécessitent donc des outils capables d'intégrer les spécificités de chaque territoire tout en offrant une vision d'ensemble, consolidée des tendances dynamiques économiques.

NOS SOLUTIONS

Chez Nexpublica, nous agissons en faveur de la mise en place d'observatoires de la donnée publique, qui centralisent et structurent les informations produites par les administrations, tout en garantissant leur exploitation dans un cadre sécurisé et souverain. Ces observatoires permettent aux collectivités de comparer leurs indicateurs avec ceux de communautés d'utilisateurs partageant des problématiques similaires, afin d'évaluer l'impact de leurs politiques, d'anticiper les évolutions à venir et d'ajuster leurs stratégies en temps réel.

Nos solutions dédiées à la gestion et à l'analyse de la fiscalité locale permettent à plusieurs milliers de collectivités d'adapter leurs stratégies fiscales en fonction des évolutions locales, tout en garantissant une meilleure anticipation des réformes budgétaires.

En structurant et en croisant les données relatives au bâti, à l'occupation et à l'imposition locale, nos outils offrent aux élus une vision d'ensemble pour une gestion plus éclairée. Grâce à une approche rétrospective et prospective, elles facilitent l'évaluation de l'impact des décisions fiscales, comme l'ajustement des taux d'imposition ou la mise en place d'une taxe sur les locaux vacants. Prochainement, l'exploitation avancée d'images aériennes et de données géospatiales permettra d'identifier automatiquement les évolutions territoriales et alerter les collectivités en cas de modifications non déclarées des infrastructures. Cette approche facilitera la détection des fraudes fiscales, comme les piscines non déclarées ou les extensions illégales, tout en offrant une meilleure cartographie des équipements et du patrimoine foncier.

Les bénéfices pour...



LES CITOYENS

Nos solutions renforcent la transparence de la fiscalité locale et aident à mieux comprendre l'impact des décisions budgétaires sur le quotidien. Demain, des outils de simulation permettront d'évaluer l'effet de ces choix sur le cadre de vie et les contributions individuelles, pour une gestion fiscale plus équitable et compréhensible.



L'ÉTAT ET LES DÉCIDEURS PUBLICS

Nos outils offrent une vision fine des dynamiques fiscales locales, facilitant l'ajustement des politiques budgétaires. L'analyse des données permet d'identifier les zones sous-financées et d'adapter les dispositifs de péréquation. L'objectif : une redistribution plus juste et un pilotage national mieux ancré dans les réalités locales.



LES AGENTS PUBLICS

Un accès simplifié à des tableaux de bord consolidés et une réduction du temps d'analyse grâce à l'automatisation des simulations fiscales. A l'avenir, l'automatisation des contrôles et des systèmes d'alertes permettront d'identifier les anomalies et de suggérer des actions correctives, accélérant la gestion des déclarations fiscales et permettant aux agents de se concentrer sur d'autres tâches.



LES COLLECTIVITÉS

Une évaluation plus précise de leurs recettes fiscales, tout en offrant une meilleure anticipation des réformes budgétaires et un suivi optimisé des évolutions économiques du territoire. Par ailleurs, la fiabilisation des bases fiscales et de l'occupation des locaux permet notamment d'œuvrer vers une meilleure équité fiscale, avec des gains potentiels de recettes.

*Allons
plus loin*

Au-delà des améliorations apportées à nos solutions, l'avenir des services publics repose sur des systèmes proactifs, capables d'anticiper les besoins des citoyens et d'adapter automatiquement les services. Nous comptons notamment utiliser le potentiel de l'intelligence artificielle pour guider les usagers dans la compréhension des services auxquels ils ont droit, ou encore permettre l'activation automatique des droits sociaux en analysant les situations en temps réel, réduisant ainsi le non-recours et simplifiant les démarches. Dans l'urbanisme, des modèles prédictifs ajusteraient les infrastructures aux évolutions démographiques avant même que les besoins ne deviennent critiques.



FACILITER LA GESTION DES TRANSPORTS SCOLAIRES

CONTEXTE

L'organisation du transport scolaire repose sur des contraintes logistiques complexes qui varient selon les territoires. Le coût du transport est pris en charge par administrations publiques locales (APUL), notamment les régions, qui consacrent plus de 14,3 milliards d'euros en faveur de la mobilité, ce qui représente environ 30% de leur budget.

NOS SOLUTIONS

Notre logiciel de gestion du transport scolaire est utilisé par 11 régions et plusieurs dizaines d'EPCI, assurant chaque année la gestion du transport de plus de 2 millions d'élèves et usagers commerciaux abonnés aux transports. Aujourd'hui, plus de 85% des inscriptions et paiements au transport scolaire sont réalisées via notre portail web, simplifiant considérablement les démarches pour les familles et les collectivités. Grâce à nos solutions, plus de 200 000 dossiers scolaires peuvent être gérés simultanément dans un environnement centralisé, garantissant une gestion fluide et sécurisée des données de transport. Ainsi, en facilitant l'accès et l'organisation du transport scolaire, via une ergonomie simple et intuitive pour les familles, notre solution permet aux régions et EPCI de répondre à l'exigence des Français d'un transport de qualité.

De plus, dans une optique de meilleure gestion des ressources publiques, nous lançons un Observatoire

du Transport Scolaire, destiné à accompagner les régions dans l'identification des bonnes pratiques et l'optimisation de leurs politiques de transport. Cet outil permettra aux collectivités de comparer leurs coûts par élève, d'analyser l'organisation de leur réseau, de s'inspirer des modèles les plus performants et d'améliorer la gestion des campagnes d'inscription. En offrant une vision consolidée et comparative du transport scolaire à l'échelle nationale, nous facilitons la prise de décision et l'optimisation des stratégies de mobilité pour un service public plus efficient et équitable.

plus de
200 000

**dossiers scolaires peuvent
être gérés simultanément dans un
environnement centralisé**

Les bénéfices pour...



LES CITOYENS

Nos solutions facilitent l'accès aux services de transport scolaire grâce à une inscription et un paiement en ligne, ainsi qu'au suivi des dossiers. L'information en cas de retard est améliorée, tout comme la transparence des démarches. Ce confort numérique contribue à renforcer la qualité du service public pour les élèves et leurs familles.



L'ÉTAT ET LES DÉCIDEURS PUBLICS

Nos outils fournissent des données théoriques sur les réseaux (points d'arrêt, horaires, lignes), utiles aux systèmes d'information et à l'information voyageur. Ils jouent un rôle structurant dans les stratégies de mobilité, en alimentant les SI d'acteurs publics ou privés, et en soutenant les politiques de transport à l'échelle nationale.



LES AGENTS PUBLICS

Une meilleure gestion des flux d'élèves et des ressources mobilisées pour le transport, une réduction des erreurs administratives liées aux affectations de trajets.



LES COLLECTIVITÉS

Nos solutions permettent une optimisation des coûts liés au transport scolaire, une planification plus efficace des circuits et points de desserte, ainsi qu'une gestion complète des usagers, du réseau et des finances. L'outil intègre aussi un accès partagé pour les communes et élus, pour une meilleure visibilité sur l'offre de transport et les usagers du territoire.

Allons plus loin

Nous développons une plateforme unique pour centraliser nos solutions métiers, simplifier l'accès pour les agents, fluidifier l'interconnexion entre services et limiter les redondances administratives. Des contrôles automatisés permettront de vérifier l'authenticité des pièces via des bases croisées. L'IA optimisera les trajets scolaires en tenant compte de la circulation, du temps et de la sécurité. Un chatbot aidera les usagers à simplifier leurs démarches. Enfin, le croisement de données (mobilité, fiscalité, énergie...) renforcera la coordination des acteurs publics et l'efficacité des politiques mises en œuvre.



RENFORCER LA COLLABORATION ENTRE SERVICE D'URGENCE

CONTEXTE

Les services d'urgence constituent un pilier essentiel de la sécurité publique, mobilisant 5,3 milliards d'euros chaque année* pour les Services Départementaux d'Incendie et de Secours (SDIS) et 1,2 milliard pour les Services d'Aide Médicale Urgente (SAMU)**. Par ailleurs, les opérateurs des pompiers traitent 16 millions d'appels par an, tandis que le SAMU reçoit 40 millions d'appels chaque année.

Or, la fragmentation des outils entraîne une perte d'efficacité opérationnelle, des retards dans la transmission des alertes et une difficulté à coordonner des interventions rapides et adaptées.

Une gestion optimisée des appels et des interventions est donc un enjeu clé pour garantir une prise en charge rapide et efficace des urgences sur l'ensemble du territoire.

NOS SOLUTIONS

Nexpublica propose des solutions permettant d'améliorer la gestion des situations d'urgence et de renforcer la coopération entre les services concernés. En facilitant le partage des informations stratégiques et l'interconnexion des acteurs impliqués, nous garantissons une communication en temps réel, une meilleure visualisation des incidents et une optimisation des processus de réponse aux crises.

Nos solutions de gestion et régulation opérationnelle des appels et des urgences centralisent les informations et facilitent la coordination entre les collectivités, les services de secours et les autorités publiques. Leur déploiement vise à améliorer la réactivité des interventions et à optimiser l'organisation des flux d'urgence.



16
millions

d'appels par an traités
par les pompiers

40
millions

d'appels par an traités
par le SAMU

*Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC). (2024, décembre). Les statistiques des services d'incendie et de secours – Édition 2024. Ministère de l'Intérieur. <https://mobile.interieur.gouv.fr/Publications/Statistiques/Securite-civile>

**Cours des comptes. (2023). Rapport sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale – Édition 2023, chapitre V « Les Samu et les Smur, des évolutions en cours à poursuivre ». <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2023-10/20230524-Ralfss-2023-5-Samu-et-Smur.pdf>

Les bénéfices pour...



LES CITOYENS

Une réduction des délais d'intervention et une meilleure prise en charge grâce à une transmission optimisée des informations aux secours. La régulation des appels oriente les patients vers les structures adaptées et limite l'engorgement. À terme, l'IA détectera des signaux faibles pour anticiper les incidents et renforcer la réactivité des services.



L'ÉTAT ET LES DÉCIDEURS PUBLICS

Une supervision centralisée des incidents permet un suivi en temps réel et une anticipation des besoins en ressources. L'intégration de modèles prédictifs facilitera la planification et l'optimisation des budgets de secours, pour une couverture territoriale plus équilibrée et mieux adaptée aux réalités locales et aux pics d'activité.



LES AGENTS PUBLICS

Une meilleure visibilité des ressources et des outils de suivi en temps réel améliore la gestion des interventions. La digitalisation des flux réduit la charge administrative et facilite la priorisation. À terme, des modèles prédictifs anticiperont les besoins en personnel et matériel selon la météo, les périodes sensibles ou les événements locaux.



LES COLLECTIVITÉS

Une coordination optimisée des services d'urgence et une fluidification des processus d'intervention permettent de limiter les pertes de temps et d'améliorer la gestion des crises. L'interopérabilité des systèmes facilite la réactivité, tandis que l'analyse des données aide à identifier les pics d'incidents et à adapter les moyens opérationnels.

*NexSIS est futur système d'information et de commandement unifié des services d'incendie et de secours.

Allons plus loin

Nos solutions de gestion et régulation opérationnelle des appels et des urgences couvrent l'ensemble des acteurs de la gestion de crise. Elles facilitent la coordination interservices, intègrent des outils d'anticipation et s'adaptent aux spécificités locales. En offrant une vision globale et un partage d'informations en temps réel, elles permettent une gestion plus efficace des situations d'urgence. Nos solutions viennent ainsi compléter NexSIS, en assurant une interopérabilité étendue et une coordination renforcée entre tous les intervenants.*



RÉPONDRE AUX ENJEUX DE LA GESTION, DE L'EXPLOITATION ET DE L'ENTRETIEN DES ROUTES

CONTEXTE

Dans un même esprit de réactivité et d'efficacité opérationnelle, la coordination des interventions ne se limite pas aux seules situations d'urgence. Elle s'étend aussi aux infrastructures du quotidien, comme la voirie, dont la qualité et l'entretien conditionnent directement la sécurité et le confort des usagers.

En effet, la surveillance, l'adaptation et l'entretien de la voirie nécessitent une coordination précise et une réactivité constante pour assurer la qualité des infrastructures routières et la sécurité des usagers. En 2023, la gestion des routes en France représentait un coût annuel de 13,3 milliards d'euros, couvrant l'entretien de 1,1 million de kilomètres de routes. Aujourd'hui, 1 département sur 4 utilise nos outils de gestion de l'aménagement et de l'entretien de la voirie pour optimiser leurs opérations et améliorer la gestion des interventions.

NOS SOLUTIONS

Nos outils de gestion de l'aménagement et de l'entretien de voirie offrent une solution centralisée pour le suivi des infrastructures routières, l'optimisation des interventions et l'allocation efficace des ressources.



Plus de
100 000 km

de voies sont déjà suivis
par les équipes de nos clients.

*Vie publique. (2023, 18 mai). Le réseau routier français : un état des lieux. <https://www.vie-publique.fr/eclairage/273112-tableau-du-reseau-routier-francais>

Les bénéfices pour...



LES CITOYENS

Une amélioration tangible de la qualité des infrastructures routières et une réduction des risques liés aux dégradations. Grâce à une gestion optimisée des interventions, les délais de réparation sont réduits, garantissant une meilleure sécurité des usagers.



LES COLLECTIVITÉS

Une planification optimisée des interventions grâce à la centralisation des données sur l'état des infrastructures et les cycles de maintenance. L'intégration prochaine d'un Module Cockpit facilitera la gestion globale en proposant un point d'entrée unique pour l'ensemble des utilisateurs. Cette interface permettra de visualiser les alertes en temps réel sur l'état des chantiers, d'accéder aux tâches à réaliser et d'exporter des jeux de données pour analyse, renforçant ainsi la capacité des collectivités à prioriser leurs investissements et optimiser leurs ressources.



LES AGENTS PUBLICS

Une interface améliorée facilite la gestion des interventions avec une vue consolidée des infrastructures et opérations à mener. Le Module Cockpit donne accès aux applications métier selon les droits de l'utilisateur, et intègre un système d'alerte intelligent notifiant les tâches urgentes : chantiers à programmer, patrouilles ou anomalies signalées.



L'ÉTAT ET LES DÉCIDEURS PUBLICS

Une organisation optimisée de la maintenance grâce à une vision unifiée des équipements et des priorités. Le Module Cockpit permet une coordination efficace entre les services, en facilitant le suivi des interventions, la détection des urgences et la planification des actions. Cette approche renforce la réactivité et la qualité du service public.

Allons plus loin

L'avenir des services d'urgence et de la gestion des infrastructures repose sur une meilleure interconnexion des systèmes, l'analyse intelligente des données et l'automatisation des processus. Dans le domaine des secours, l'évolution des outils de régulation permettra d'anticiper les incidents à partir des appels d'urgence et des données territoriales, pour mobiliser les moyens plus tôt et désengorger les services. Des plateformes collaboratives unifiées renforceront la coordination entre services d'urgence, collectivités et forces de l'ordre.

Côté infrastructures, l'exploitation des signalements citoyens en temps réel favorisera une gestion préventive, en permettant d'agir avant dégradation. L'intégration d'un Module Cockpit multi-métiers offrira une vue centralisée des infrastructures publiques pour une meilleure coordination territoriale. Ces avancées amélioreront l'efficacité, la réactivité et la pertinence de l'action publique à l'échelle locale.

QUELS BÉNÉFICES HUMAINS ET FINANCIERS ?

Impact sur l'attractivité de la fonction publique

L'adoption de solutions numériques performantes améliore l'image du service public auprès des citoyens et renforce son attractivité auprès des talents et partenaires. Une administration capable d'exploiter efficacement ses données et de proposer des services fluides inspire confiance et crédibilité, améliorant ainsi la satisfaction des usagers et l'engagement citoyen.

Pour les agents publics, l'accès à des outils modernes facilite le travail quotidien, réduit la charge administrative et améliore l'efficacité opérationnelle. Cela favorise un environnement de travail plus attractif et limite le turnover, notamment dans les métiers les plus exposés aux lourdeurs administratives. Une gestion optimisée des données renforce également l'attractivité des territoires en améliorant la planification urbaine, la mobilité et les services locaux, attirant ainsi investisseurs et nouveaux habitants.

En modernisant son approche de la donnée et en fluidifiant les échanges avec les citoyens, le secteur public ne se contente pas d'améliorer ses performances : il se positionne comme un acteur innovant et attractif, capable d'attirer les talents et de développer des partenariats stratégiques.

Impact financier

L'amélioration des échanges entre citoyens et services publics, la mutualisation des données et la collaboration entre administrations permettent une gestion plus efficiente des ressources publiques. Aujourd'hui, la fragmentation des services et l'absence de consolidation des données engendrent des coûts importants liés à la multiplication des démarches administratives, aux erreurs de gestion, et à un taux de non-recours au RSA qui dépasse régulièrement 30 %, soit près de 3 milliards d'euros d'aides non réclamées chaque année.

En structurant et en partageant mieux les données, les administrations peuvent réduire leurs coûts de fonctionnement, renforcer la transparence des dépenses et améliorer l'efficacité des services. Les portails unifiés fluidifient l'accès aux droits et limitent les sollicitations inutiles, tandis que les observatoires de la donnée permettent d'ajuster les politiques publiques en fonction des tendances observées. Dans les services d'urgence, une meilleure coordination entre acteurs optimise l'utilisation des moyens humains et matériels, réduisant les délais d'intervention et les coûts liés aux crises.

L'investissement dans des solutions numériques adaptées assure une modernisation soutenable du secteur public. En facilitant l'allocation stratégique des ressources et en anticipant les besoins plus finement, il permet une action publique plus fluide, mieux ciblée et plus performante à long terme.



2 Attractivité et gestion des talents

ENJEUX HUMAINS ET GESTION DES TALENTS

CONTEXTE ET ENJEUX

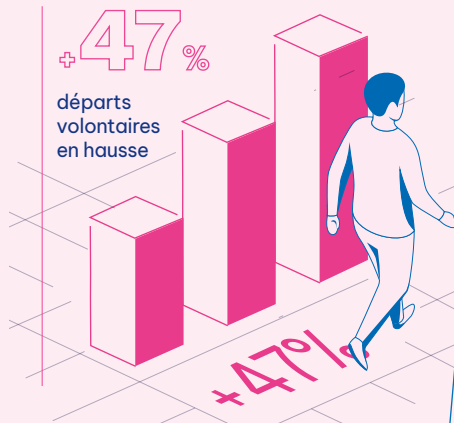
La fonction publique fait face à une crise d'attractivité sans précédent, dans un contexte de tension sur les recrutements et de montée en complexité des missions.

15%

des postes d'État non pourvus en 2022 (France Stratégie, 2024) entre 2014 et 2022

+47%

départs volontaires en hausse



NOS SOLUTIONS



Gestion des ressources humaines

Renforcer la proximité pour mieux anticiper l'action.



Fonctionnalités du module Talent

Renforcer la proximité pour mieux anticiper l'action.



Ergonomie et accessibilité des logiciels

Renforcer la proximité pour mieux anticiper l'action.



Formation continue de nos utilisateurs

Renforcer la proximité pour mieux anticiper l'action.

+5 M

de bulletins de paie édités chaque année par nos solutions RH.

79%

des jours de formation dans la fonction publique relèvent de la formation continue, un levier central de nos modules RH.

Allons plus loin



Demain, les administrations devront anticiper les évolutions réglementaires, s'adapter aux transformations rapides des métiers et renforcer l'agilité de leur gestion RH. En conjuguant intelligence artificielle explicable, simulation législative et formation continue, nous préparons une fonction publique plus résiliente, capable d'attirer, former et fidéliser durablement ses talents.

I - ATTIRER, RECRUTER ET FIDÉLISER LES COMPÉTENCES INDISPENSABLES AU SECTEUR PUBLIC.

Dans un contexte où l'évolution démographique et les départs en retraite accentuent les besoins de renouvellement des effectifs, l'attractivité et la fidélisation des talents sont aujourd'hui des enjeux majeurs pour la fonction publique.

Face à un environnement professionnel en pleine mutation, marqué par des attentes croissantes des agents en matière de conditions de travail, de rémunération et de perspectives de carrière, les administrations rencontrent des difficultés accrues pour recruter et retenir les compétences essentielles au bon fonctionnement des services publics.

**Le service public fait
face à un défi structurel
d'attractivité.**

Selon le rapport de France Stratégie "Travailler dans la fonction publique : le défi de l'attractivité" (2024)*, 15 % des

postes ouverts aux concours de la fonction publique d'État n'ont pas été pourvus en 2022, tandis que le nombre moyen de candidats par poste a chuté de 12 en 2000 à seulement 4 en 2022. Cette crise d'attractivité touche

particulièrement certains secteurs comme l'éducation, la santé ou encore l'administration territoriale, où le manque de personnel a des conséquences directes sur la qualité du service rendu aux citoyens. En parallèle, la fidélisation des talents devient un défi majeur, comme en témoignent les chiffres sur les départs volontaires : entre 2014 et 2022, les effectifs quittant la fonction publique pour des motifs autres que la retraite ont augmenté de 47 %, traduisant une difficulté à retenir les agents au sein des administrations publiques.

Face à ces constats, plusieurs réformes ont été initiées pour moderniser l'image du service public et renforcer son attractivité. La loi de transformation de la fonction publique de 2019 a introduit des dispositifs favorisant la mobilité interne et la diversification des modes de recrutement, notamment

*France Stratégie. (2024, décembre). Travailler dans la fonction publique : Le défi de l'attractivité (Rapport coordonné par E. Prouet, J. Barasz & A. Faure).
<https://www.strategie.gouv.fr/files/files/Publications/2024/Travailler%20dans%20la%20fonction%20publique/FS-2024-RAPPORTS-SERVIR-COMPLET-20decembre.pdf>

par le recours accru aux contractuels et la simplification des passerelles entre les trois versants de la fonction publique. En 2022, la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique (DGAFP) a lancé la marque employeur "Choisir le service public", une initiative visant à valoriser les métiers de la fonction publique, à mieux promouvoir les opportunités de carrière et à rendre le recrutement plus lisible. Cette démarche s'est accompagnée d'initiatives locales pour améliorer les conditions de travail, telles que le développement du télétravail, la refonte de la qualité de vie au travail (QVCT) ou encore l'expérimentation de nouvelles formes d'organisation du travail, comme la semaine de quatre jours dans certaines collectivités.

***La technologie constitue
un levier clé pour
améliorer l'attractivité et
la fidélisation.***

Cependant, ces efforts restent insuffisants face aux défis structurels qui freinent l'attractivité et la fidélisation des talents dans la fonction publique. Les processus administratifs liés au recrutement et à la gestion de carrière demeurent complexes et peu agiles, rendant difficile la mobilité des agents et limitant leur visibilité sur les opportunités de progression professionnelle. De plus, les outils numériques utilisés au sein des administrations impactent directement l'expérience de travail des agents : des logiciels inadaptés ou peu ergonomiques peuvent générer des frustrations et alourdir inutilement les tâches administratives, réduisant ainsi la motivation des agents et leur engagement sur le long terme.

Dans ce contexte, la technologie constitue un levier clé pour améliorer l'attractivité et la fidélisation des talents dans la fonction publique. En modernisant les processus de gestion des ressources humaines, les administrations peuvent simplifier les parcours professionnels, fluidifier la mobilité des agents et valoriser leurs compétences de manière plus efficace. Un système RH unifié, intégrant la gestion des talents, le suivi des compétences et l'automatisation des tâches administratives, permettrait non seulement de réduire la charge de

travail des gestionnaires RH, mais aussi d'améliorer l'expérience utilisateur des agents publics. Une meilleure gestion des ressources humaines, appuyée par des outils numériques performants, favorise une administration plus agile, plus attractive et mieux adaptée aux attentes des nouvelles générations.

C'est dans cette perspective que Nexpublica a développé des solutions dédiées aux ressources humaines qui permettent aux administrations de simplifier leurs processus, d'améliorer l'expérience des agents et de renforcer l'attractivité et la fidélisation des talents au sein du service public.



II - RÉPONDRE AUX DÉFIS DES TALENTS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

2

Le recrutement devient plus complexe face à une concurrence accrue avec le secteur privé, tandis que la fidélisation des agents suppose des conditions de travail adaptées, des perspectives d'évolution claires et des outils numériques facilitant leur quotidien.

L'amélioration de l'expérience de travail des agents passe autant par la modernisation des processus RH que par une refonte globale des outils numériques qu'ils utilisent au quotidien.

Chez Nexpublica, nous mettons à disposition des solutions permettant d'accompagner les administrations dans ces transformations. Nos logiciels ont vocation à couvrir toute la durée de la carrière des agents, depuis leur recrutement jusqu'à la gestion de leurs compétences et de leur parcours professionnel.

Mais au-delà de la gestion RH, nous veillons également à optimiser l'expérience utilisateur sur l'ensemble des outils numériques déployés dans la fonction publique. L'amélioration des interfaces, l'ergonomie des logiciels et la simplification des démarches contribuent à rendre les outils numériques plus accessibles et plus efficaces, facilitant ainsi le travail quotidien des agents et renforçant leur engagement au service du public.



REGROUPEZ TOUS LES PROCESSUS MÉTIERS RH DANS UNE SUITE UNIQUE

CONTEXTE

En France, 5,7 millions d'agents publics aux profils diversifiés évoluent au sein d'une administration structurée en multiples services et à travers des parcours professionnels hétérogènes. La mobilité y est un enjeu majeur. En 2022, 7,4 % des agents civils de la fonction publique ont changé d'établissement, un taux stable par rapport à l'année précédente. Cette mobilité est particulièrement marquée dans la fonction publique de l'État (FPE), où elle atteint 11,4 %*, et chez les jeunes agents : par exemple, ceux âgés de 25 à 29 ans affichent un taux de mobilité de 14,7 %.

Pourtant, la gestion des ressources humaines dans le secteur public reste fragmentée, dispersée entre divers outils et services. Cette dispersion freine la fluidité des carrières et complique l'administration des évolutions professionnelles.

Le même constat s'applique au recrutement. Certaines collectivités

reçoivent plusieurs dizaines de milliers de candidatures par an, sans disposer des outils adéquats pour en assurer une gestion efficace. Un de nos clients, confronté à cette situation, peinait à identifier et sélectionner les profils pertinents.

Cette fragmentation freine l'optimisation des ressources et l'adaptation aux besoins des agents. Pour répondre à ces défis, une intégration des outils de gestion des carrières, des compétences, de la paie et du recrutement permettrait de simplifier les processus, d'améliorer la fluidité des parcours professionnels et de renforcer l'attractivité des administrations publiques.

NOS SOLUTIONS

Nos solutions RH dédiées à la gestion des ressources humaines dans la fonction publique permettent d'intégrer l'ensemble des processus RH, de la gestion des carrières au suivi de la paie et la formation. Grâce à leur interface complète et ses fonctionnalités avancées, nos solutions RH facilitent le travail des services RH, améliorent la fluidité des démarches administratives et garantissent une meilleure conformité aux réglementations en vigueur.

*Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP). (2024, 15 novembre). La mobilité des agents – Édition 2024. <https://www.fonction-publique.gouv.fr/toutes-les-publications/la-mobilite-des-agents-edition-2024>

*Nos solutions
permettent d'intégrer
l'ensemble des
processus RH de la
fonction publique.*

5 millions

de bulletins de paie édités
par nos outils chaque
année, un domaine où
l'erreur n'est pas
une option

Les bénéfices pour...



LES CITOYENS

Cette transformation se traduit par une meilleure gestion des carrières, une simplification des démarches RH et une automatisation des processus administratifs. Avec une suite RH unifiée, du recrutement à la mobilité, en passant par la formation et l'évolution des statuts, pour fonctionnaires et contractuels, les agents auront une meilleure visibilité sur leurs perspectives professionnelles.



L'ÉTAT ET LES DÉCIDEURS PUBLICS

L'enjeu est de disposer d'une vision consolidée des effectifs et d'une capacité renforcée à anticiper les besoins en recrutement et en formation. De nombreux postes restent non pourvus, faute d'une gestion centralisée des compétences et des besoins. En orientant mieux les agents vers les postes adéquats, nous pourrions améliorer l'efficacité de l'administration, mais aussi renforcer l'attractivité des carrières publiques.



LES AGENTS PUBLICS

Cette transformation se traduit par une meilleure gestion des carrières, une simplification des démarches RH et une automatisation des processus administratifs. Avec une suite RH unifiée, du recrutement à la mobilité, en passant par la formation et l'évolution des statuts, pour fonctionnaires et contractuels, les agents auront une meilleure visibilité sur leurs perspectives professionnelles.



LES COLLECTIVITÉS

Nos solutions garantissent une gestion centralisée et optimisée des ressources humaines, facilitant la gestion des ressources et contribuant à la fidélisation des agents dans un contexte de forte concurrence des talents. Grâce à des systèmes automatisés et des contrôles intelligents, il sera bientôt possible de détecter les incohérences et de vérifier automatiquement les données, garantissant ainsi une gestion de la paie encore plus sécurisée et fiable.

*Allons
plus loin*

Nous travaillons dès à présent sur de multiples leviers pour moderniser et fluidifier la gestion des ressources humaines dans la fonction publique. Par exemple, l'intégration d'un Chatbot RH pour offrir une assistance en temps réel aux agents et aux gestionnaires, ou le déploiement de l'intelligence artificielle au service des agents publics en veillant à ce qu'elle ne soit pas une boîte noire, mais un outil explicable et transparent, en laissant à l'agent le contrôle final. Car la technologie est un levier de simplification et d'optimisation, et non un substitut à l'expertise et au discernement des professionnels.



OFFRIR UNE EXPÉRIENCE UTILISATEUR DE QUALITÉ AUX AGENTS PUBLICS

CONTEXTE

Les agents publics consacrent une part significative de leur temps de travail à l'utilisation d'outils numériques. En 2023, selon le Baromètre de la maturité numérique des territoires, plus des trois quarts des intercommunalités ont adapté et pérennisé leurs usages numériques.* Pourtant, l'enquête EY 2022 Work Reimagined** révèle que 63 % des agents publics estiment que des améliorations sont nécessaires pour optimiser les outils et technologies numériques qu'ils utilisent

Nous offrons une expérience utilisateur de qualité sur tous les produits utilisés par les agents du service public.

quotidiennement. Cette contradiction met en lumière un enjeu majeur : si la transformation numérique est en marche, l'expérience utilisateur et l'ergonomie des logiciels restent perfectibles, impactant directement la productivité et le bien-être des agents.

L'expérience des agents publics ne se limite pas aux outils RH : elle englobe l'ensemble des logiciels qu'ils utilisent pour assurer leurs missions, qu'il s'agisse de gestion des dossiers citoyens, de traitement administratif, de collaboration en ligne ou encore de planification des ressources. La qualité de ces outils joue un rôle clé dans leur efficacité et leur satisfaction professionnelle. Une interface intuitive, des fonctionnalités adaptées et une navigation fluide permettent aux agents d'accomplir leurs tâches plus rapidement et avec moins de stress, renforçant ainsi leur engagement et la qualité du service rendu aux citoyens.

NOS SOLUTIONS

Chez Nexpublica, nous investissons dans l'amélioration continue de l'ergonomie de nos solutions pour optimiser leur prise en main et garantir une expérience fluide et accessible à tous. Nos experts intègrent dans chaque nouvelle version de nos logiciels des optimisations, notamment celles issues des retours de nos utilisateurs. Nous veillons également à respecter les normes du Référentiel Général d'Amélioration de l'Accessibilité (RGAA), pour que nos solutions soient inclusives et adaptées à tous les besoins. Le respect du RGAA ne se limite pas à une simple conformité réglementaire : il s'agit d'un véritable engagement pour une accessibilité numérique universelle, en favorisant des interfaces claires, des contrastes optimisés, une navigation compatible avec les lecteurs d'écran et une interaction intuitive.

*Intercommunalités de France, (2023, 23 mars). Baromètre 2023 de la maturité numérique des territoires. <https://www.intercommunalites.fr/publications/barometre-2023-de-la-maturite-numerique-des-territoires/>

**EY, (2022). Work Reimagined 2022. https://www.ey.com/fr_fr/insights/workforce/evolution-travail-defis-et-transformations-pour-salaries

Chez Nexpublica, nous nous engageons à optimiser l'ergonomie et l'accessibilité de nos logiciels pour répondre aux besoins spécifiques du secteur public.



LES CITOYENS

Une meilleure qualité des services publics grâce à des agents plus réactifs et des démarches administratives simplifiées.



L'ÉTAT ET LES DÉCIDEURS PUBLICS

La transformation numérique des administrations est un levier essentiel pour moderniser les services publics. L'Union Européenne prévoit que 100 % des services publics seront disponibles en ligne d'ici 2030*. Cette ambition nécessite la mise en place de solutions numériques efficaces et adaptées aux réalités du terrain, permettant une gestion optimisée des ressources et une réponse plus agile aux besoins des citoyens.



LES AGENTS PUBLICS

L'adoption de logiciels ergonomiques et intuitifs facilite une prise en main rapide, réduit le stress lié à l'utilisation d'outils complexes et améliore les conditions de travail. Cette amélioration de l'environnement numérique contribue à une plus grande satisfaction professionnelle et à une efficacité accrue dans l'exécution des missions quotidiennes.



LES COLLECTIVITÉS

Une réduction des erreurs et des délais de traitement, grâce à des outils plus intuitifs et mieux intégrés dans les processus métiers. L'intégration d'outils numériques performants a permis une réduction significative des erreurs et des délais de traitement.

*Commission européenne. (2023, 27 septembre). Décennie numérique de l'Europe : objectifs numériques pour 2030. https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/europes-digital-decade-digital-targets-2030_fr

III – FAVORISER LA MONTÉE ET LE MAINTIEN EN COMPÉTENCES DES AGENTS PUBLICS

Les évolutions réglementaires, technologiques et organisationnelles transforment profondément les métiers du secteur public. Les agents sont confrontés à une complexification croissante de leurs missions, notamment en raison de la multiplication des normes et réglementations et de la digitalisation rapide des services publics.

63 %

des agents publics expriment un besoin urgent de formation sur les outils numériques

Cette montée en compétence ne concerne pas seulement les connaissances juridiques et administratives, mais aussi la maîtrise des outils numériques, qui deviennent des leviers essentiels d'efficacité dans la gestion des politiques publiques.

Les agents doivent acquérir en continu de nouvelles compétences.

Plusieurs dispositifs ont été mis en place pour accompagner cette transformation,

comme le Passeport numérique en 2015 ou la plateforme Mentor, qui facilite le partage des formations interministérielles. Le schéma directeur de la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de l'État 2024-2027²⁰ marque également une nouvelle étape dans la structuration

et l'adaptation de l'offre de formation. Il insiste notamment sur la nécessité d'une hybridation des parcours d'apprentissage, combinant formation en présentiel, modules à distance et formations en situation de travail. Toutefois, malgré ces efforts, les écarts en matière d'accès à la formation restent marqués selon les catégories d'agents et les ministères. En 2021, les agents de catégorie B ont suivi en moyenne 8,4 jours de formation, contre respectivement 2,7 et 5 jours pour les personnels des catégories A et C²¹. Par ailleurs, selon une étude de la Fondation Concorde²², 50 % des fonctionnaires estiment que leur administration manque de compétences numériques, tandis que 63 % des agents publics expriment un besoin urgent de formation sur les outils numériques.

²⁰Direction générale de l'administration et de la fonction publique. (2024, 2 septembre). Schéma directeur de la politique de formation professionnelle tout au long de la vie des agents de l'État 2024-2027. <https://www.fonction-publique.gouv.fr/toutes-les-publications/schema-directeur-de-la-politique-de-formation-professionnelle-tout-au-long-de-la-vie-des-agents-de-letat-2024-2027>

²¹Prévot, M. (2021). La formation statutaire et professionnelle dans la fonction publique de l'État en 2021 – Vues d'ensemble. Faits et chiffres. Dans Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), Rapport annuel sur l'état de la fonction publique – Édition 2021. https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/publications/vue-rapport-annuel/ra_2023_vue_formation.pdf

²²Sironneau, N., Arvis, J.-B., & Ferrier, L. (2024, 19 novembre). L'intelligence artificielle générative : Un levier d'efficacité pour l'administration publique. Fondation Concorde. <https://www.fondationconcorde.com/etudes/lintelligence-artificielle-generative-un-levier-defficacité-pour-ladministration-publique/>

Cette situation a des conséquences directes sur l'efficacité des services publics. Des agents insuffisamment formés aux nouvelles réglementations et aux outils digitaux peuvent rencontrer des difficultés dans l'exercice de leurs missions, générant des retards, des erreurs administratives ou une mauvaise appropriation des processus métiers. Cette réalité freine également l'innovation et la modernisation de l'administration, car les agents, faute de formation suffisante, peuvent être réticents à adopter de nouveaux outils, ralentissant ainsi l'efficacité et la fluidité des services publics. À l'heure où les administrations accélèrent leur transformation numérique, il devient impératif d'adopter une approche plus proactive et structurée de la formation, afin de garantir que chaque agent dispose des compétences nécessaires pour évoluer dans un environnement en mutation constante.

En parallèle, la rapidité d'évolution des logiciels métiers impose également un accompagnement des utilisateurs sur le long terme. Un outil performant ne suffit pas s'il n'est pas bien maîtrisé par ceux qui l'utilisent. L'expérience utilisateur

et la formation continue jouent ici un rôle central pour garantir une adoption efficace des outils numériques et éviter une fracture entre les agents formés et ceux qui rencontrent des difficultés d'appropriation. Il est donc essentiel de proposer un accompagnement adapté à chaque profil d'utilisateur, en intégrant des formats variés de formation (tutoriels interactifs, formations en présentiel, e-learning, mentorat entre pairs, etc.).

Nous développons un ensemble de solutions pour la formation des agents publics.

Dans ce cadre, Nexpublica s'engage à fournir des solutions adaptées aux besoins de montée en

compétences et de maintien des connaissances des agents publics. Nous travaillons à l'enrichissement des fonctionnalités du module Formations de notre suite RH, afin de faciliter l'intégration des catalogues proposés par les organismes compétents, comme le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), et de simplifier l'accès aux formations adaptées aux évolutions des métiers et des réglementations. À l'avenir, nos outils permettront d'associer plus efficacement les besoins en compétences des organisations publiques avec les formations

disponibles, garantissant ainsi une montée en compétences ciblée et pertinente.

Pour accompagner cette transition, nous étudions l'intégration d'assistants intelligents basés sur l'IA, conçus pour aider les agents à mieux appréhender les subtilités réglementaires et les évolutions législatives. Ces outils ne remplacent pas l'expertise humaine, mais fournissent une aide précieuse à la recherche et à l'interprétation des textes réglementaires, en s'appuyant exclusivement sur des sources officielles et validées.

Par ailleurs, nous développons des dispositifs de formation continue pour accompagner les utilisateurs dans la prise en main et l'optimisation de nos outils numériques. L'objectif est de garantir une amélioration constante des compétences des agents publics, tout en veillant à la fiabilité et à la transparence des informations mises à leur disposition.

La transformation numérique exige une formation proactive pour garantir les compétences des agents.





IV - NOTRE OFFRE POUR LA FORMATION DES AGENTS PUBLICS

Face aux défis liés à l'évolution rapide des missions et des compétences requises dans la fonction publique, Nexpublica propose des solutions numériques qui facilitent l'adaptation des agents publics aux nouvelles exigences de leur métier. Nos outils permettent d'accompagner la gestion des formations au sein des collectivités et administrations, tout en proposant des dispositifs d'apprentissage interactifs pour garantir une montée en compétences continue.



DÉVELOPPER LES FONCTIONNALITÉS DU MODULE TALENT AU SEIN DE NOTRE SUITE RH

CONTEXTE

Face aux évolutions constantes des métiers du secteur public, la formation des agents constitue un levier stratégique pour garantir une administration performante, agile et capable de répondre aux nouveaux défis. Plus qu'une simple mise à niveau des compétences, elle est un vecteur essentiel d'adaptation aux mutations technologiques, aux évolutions réglementaires et aux attentes croissantes des usagers. Par exemple, les équipes des directions des systèmes d'information (DSI)

sont confrontées à une montée en complexité de leurs missions, nécessitant une actualisation permanente de leurs compétences. Elles doivent maîtriser des domaines de plus en

plus pointus, comme la cybersécurité, l'interopérabilité des systèmes, la gestion des infrastructures critiques ou encore l'exploitation des données

publiques. L'essor des cybermenaces impose notamment un renforcement des savoir-faire en matière de protection des réseaux, de détection des attaques et de conformité aux réglementations comme le RGPD ou la directive NIS2. Face à ces enjeux, les DSI doivent sans cesse s'adapter, développer de nouvelles expertises et repenser leurs modes de travail.

L'enjeu ne se limite pas à l'acquisition de nouvelles compétences. Il s'agit également de renforcer l'attractivité de la fonction publique et de favoriser la fidélisation des talents en leur offrant des perspectives d'évolution claires et adaptées à leurs aspirations professionnelles. Dans ce contexte, les outils numériques transforment en profondeur la gestion de la formation en simplifiant les démarches administratives, en automatisant le suivi des parcours et en permettant une individualisation plus fine des apprentissages. Grâce à des plateformes intuitives et des

dispositifs de formation adaptatifs, les agents peuvent accéder plus facilement aux ressources pédagogiques, développer leurs compétences à leur rythme et mieux anticiper les évolutions de leur métier.

NOS SOLUTIONS

Nos solutions RH intègrent des modules de gestion de la formation, conçus pour identifier les besoins en compétences, planifier des sessions adaptées et assurer un suivi rigoureux du développement professionnel des agents publics.

Notre ambition est de faire de la gestion des talents un levier stratégique, garantissant une administration publique toujours en phase avec les transformations en cours et mieux préparée aux défis à venir.

Les bénéfices pour...



LES CITOYENS

Un service public de meilleure qualité, assuré par des agents formés aux évolutions législatives, technologiques et organisationnelles. À l'avenir, des outils intelligents de gestion de la formation permettront une adaptation en temps réel aux évolutions réglementaires et technologiques, assurant ainsi que les agents disposent toujours des compétences les plus à jour, garantissant aux citoyens un service fluide et conforme aux dernières réglementations.



L'ÉTAT ET LES DÉCIDEURS PUBLICS

Une administration plus agile et réactive, garantissant un niveau de compétence homogène sur l'ensemble du territoire grâce à un suivi structuré des formations.



LES AGENTS PUBLICS

Un accès facilité aux formations adaptées à leurs missions, une meilleure reconnaissance de leurs compétences et des opportunités d'évolution de carrière accrues. Nous repensons la formation et le développement des compétences de demain, en construisant des outils personnalisant les parcours tout au long de l'évolution des carrières et anticipent les besoins de montée en compétences.



LES COLLECTIVITÉS

Une gestion optimisée des formations et des compétences permet d'atteindre les objectifs stratégiques des collectivités. À l'avenir, nos solutions doivent permettre une cartographie dynamique et actualisée des compétences et des besoins en temps réel. Cette capacité à gérer et mobiliser les talents internes garantira une administration plus réactive, efficace et prête à relever les défis futurs.

Allons plus loin

Au-delà de l'automatisation et des mises à jour en temps réel, nous envisageons déjà de nouvelles avancées pour enrichir nos solutions RH. Demain, nous passerons du réactif au préventif, avec des outils de simulation capables d'anticiper les conséquences des prochaines évolutions législatives. Ces technologies permettront de modéliser l'impact des nouvelles lois avant leur mise en application, offrant ainsi aux administrations une capacité d'adaptation proactive et une gestion optimisée des compétences. En anticipant les transformations réglementaires, nous donnons aux collectivités et aux services publics les moyens de rester agiles, tout en garantissant une administration plus efficace, résiliente et tournée vers l'avenir.



DÉVELOPPER LA FORMATION CONTINUE DE NOS UTILISATEURS

CONTEXTE

L'apprentissage en continu est essentiel pour garantir l'efficacité et l'adaptabilité des agents publics face aux évolutions technologiques et réglementaires. En 2022, la formation continue représentait la plus grande part des jours de formation professionnelle (79 %).

SOLUTION

Nos solutions intègrent des dispositifs de formation interactifs et évolutifs, permettant aux utilisateurs de se familiariser rapidement avec nos outils et d'approfondir leur compréhension des processus métiers.

Pour assurer une montée en compétences fluide et adaptée aux réalités du terrain, nous combinons formations en présentiel, webinaires, tutoriels et accompagnement personnalisé. Ainsi, notre plateforme e-learning, qui deviendra une référence en matière de formation

et de mise en conformité réglementaire, est en cours de déploiement.

Notre plateforme a deux vocations principales :

1 Présenter les nouvelles lois et évolutions réglementaires :

Chaque mise à jour législative est expliquée de manière claire et accessible via des webconférences et des sessions de formation interactives.

2 Montrer leur intégration dans nos solutions :

Nos formations ne se contentent pas d'expliquer la réglementation, elles démontrent concrètement comment nos outils l'intègrent pour simplifier son application au quotidien.

L'objectif est de faire de la formation un levier de conformité, en intégrant les exigences légales directement

dans le parcours d'apprentissage. La plateforme prendra en compte les réglementations en vigueur (lois, référentiels comme le RGAA, normes CNIL et bonnes pratiques) et offrira un accès en rediffusion aux webconférences pour garantir une flexibilité d'apprentissage optimale.

Grâce à cette approche, nous permettons aux administrations de se tenir à jour en continu, d'anticiper les évolutions réglementaires et d'adopter plus rapidement les nouveaux outils et processus, tout en garantissant une gestion rigoureuse de la conformité.

Nexpublica est certifié Qualiopi, une reconnaissance de la qualité de nos formations.



Caruso, A., & Fargeas, T. (2024). La formation statutaire et professionnelle dans la fonction publique de l'État en 2022. Ministère de l'Action publique, de la Fonction publique et de la Simplification.

Les bénéfices pour...



LES CITOYENS

Une administration plus performante, capable de traiter les demandes de manière plus efficace et transparente tout en tenant compte des réalités locale.



L'ÉTAT ET LES DÉCIDEURS PUBLICS

La transformation numérique des administrations est un levier essentiel pour moderniser les services publics. L'Union européenne prévoit que 100 % des services publics seront disponibles en ligne d'ici 2030. Cette ambition nécessite la mise en place de solutions numériques efficaces et adaptées aux réalités du terrain, permettant une gestion optimisée des ressources et une réponse plus agile aux besoins des citoyens.



LES AGENTS PUBLICS

Une meilleure appropriation des outils utilisés au quotidien, une autonomie renforcée et une montée en compétences continue. Nous réfléchissons à l'intégration d'une intelligence artificielle (IA) accompagnatrice qui guidera les citoyens à travers les démarches administratives, améliorant ainsi l'accessibilité et la navigation à travers les outils de formation.



LES COLLECTIVITÉS

Une réduction des erreurs et des délais de traitement grâce à des agents mieux formés sur les outils numériques et les processus métiers. À l'avenir, des systèmes d'IA analyseront en temps réel les performances des agents et proposeront des modules de formation ciblés pour combler les lacunes identifiées, optimisant ainsi l'efficacité opérationnelle.

QUELS BÉNÉFICES HUMAINS ET FINANCIERS ?

Impact sur l'attractivité de la fonction publique

L'attractivité et la fidélisation des talents dans la fonction publique sont aujourd'hui des défis majeurs. En 2022, 15% des postes offerts aux concours de la fonction publique d'État n'ont pas été pourvus, reflétant une crise d'attractivité préoccupante. La modernisation des outils RH contribue directement à améliorer l'image des administrations publiques en offrant aux agents une expérience de travail plus fluide et efficace. Un environnement numérique performant, avec des interfaces ergonomiques et des processus simplifiés, joue un rôle clé dans l'engagement et la satisfaction des agents publics. En facilitant l'accès à la formation continue et en proposant des parcours professionnels mieux structurés, les solutions numériques favorisent la montée en compétences et les évolutions de carrière, rendant le secteur public plus attractif pour les jeunes talents et les professionnels en reconversion. De plus, la digitalisation des processus RH permet aux administrations de se positionner comme des employeurs modernes et compétitifs, en phase avec les attentes des nouvelles générations de travailleurs, notamment en matière de flexibilité, de développement professionnel et de qualité de vie au travail.

Impact financier

L'amélioration de la gestion des ressources humaines dans le secteur public, grâce à des solutions numériques performantes, permet de rationaliser les dépenses tout en optimisant l'efficacité des services. Actuellement, la complexité administrative et le cloisonnement des processus RH entraînent des surcoûts significatifs pour les collectivités et administrations. Par exemple, selon le projet de loi de finances pour 2025, les dépenses de personnel représentent une part substantielle du budget de l'État (36% du total).

La mobilité des agents est également un facteur clé : en 2022, 7,4 % des agents civils de la fonction publique ont changé d'établissement, atteignant 14,7 % chez les 25-29 ans. Une gestion efficace de ces mobilités et des parcours professionnels diversifiés permet des économies de temps et d'argent. L'automatisation des tâches répétitives, comme la gestion des paies, le suivi des formations et la planification des effectifs, la vérification de la complétude des dossiers administratifs, réduit la charge de travail des agents RH, permettant ainsi une réallocation des ressources vers des missions à plus forte valeur ajoutée. La centralisation des outils RH au sein d'une suite intégrée diminue également les coûts liés à l'achat et à la maintenance de multiples logiciels disparates. En facilitant l'accès à la formation et en améliorant l'expérience utilisateur, ces solutions limitent aussi le turnover des agents, réduisant ainsi les dépenses liées au recrutement et à la formation de nouveaux employés. À long terme, l'investissement dans des outils RH modernes garantit une gestion plus fluide des carrières et une meilleure anticipation des besoins en personnel, contribuant ainsi à une utilisation plus stratégique des budgets publics.

NOTRE ENGAGEMENT POUR DES OUTILS NUMÉRIQUES RESPONSABLES

POURQUOI C'EST IMPORTANT ?

L'impact environnemental du numérique est un défi majeur pour les administrations publiques. Avec une croissance continue du volume de données et une digitalisation accrue des services, les infrastructures IT consomment une quantité d'énergie croissante et génèrent une empreinte carbone significative. Le numérique représente 4,4% de l'empreinte carbone nationale, et près de 46% des émissions sont liées aux centres de données*. Les serveurs, réseaux et terminaux nécessitent 11 % de la consommation électrique nationale, un chiffre en constante augmentation.

20%

des collectivités de plus de 50 000 habitants ont adopté une stratégie numérique responsable

UNE PRISE DE CONSCIENCE CROISSANTE MAIS DES DISPARITÉS FORTES

Seules 20% des collectivités de plus de 50 000 habitants ont adopté une stratégie numérique responsable, avec de grandes disparités selon la taille et les ressources. Les administrations doivent composer avec des infrastructures existantes souvent sous-optimisées, entraînant un gaspillage énergétique important.

Le numérique représente 4,4 % de l'empreinte carbone nationale

Les serveurs, réseaux et terminaux nécessitent 11 % de la consommation électrique nationale

près de 46 % des émissions sont liées aux centres de données



*Brilland, T., Fangeat, E., Meyer, J., & Wellhoff, M. (2025). Actualisation des chiffres de l'impact du numérique en France. ADEME. <https://ecoresponsable.numerique.gouv.fr/actualites/actualisation-ademe-impact>

La feuille de route gouvernementale « Numérique et Environnement » (2021) encourage l'éco-conception des logiciels, la rationalisation du stockage des données et l'optimisation des infrastructures IT alors que la loi REEN (Réduction de l'Empreinte Environnementale du Numérique) impose aux administrations d'adopter des pratiques numériques plus durables, mais les moyens et la mise en œuvre restent inégaux selon les territoires. Par ailleurs, le Référentiel général d'écoconception des services numériques (2024)* fixe des critères précis pour concevoir des solutions plus durables et réduire l'empreinte carbone du numérique public. Face à ces enjeux, il est impératif d'accélérer la transition vers un numérique plus sobre et plus responsable, en optimisant la gestion des infrastructures, en développant des logiciels éco-conçus et en adoptant des pratiques limitant la consommation énergétique.

NOTRE ENGAGEMENT

Dans toutes nos innovations, nous mettons l'accent sur des solutions visant à réduire l'impact environnemental du numérique. Nous développons des solutions d'optimisation énergétique afin de diminuer la consommation des infrastructures IT, en identifiant et en éliminant les sources de gaspillage, tout en maximisant l'efficacité des ressources existantes. Parallèlement, nous renforçons notre engagement en faveur d'un cloud vert en collaborant avec des partenaires dont l'empreinte carbone est maîtrisée, garantissant ainsi une gestion plus durable des données et des services numériques. Enfin, nous généralisons l'éco-conception logicielle en intégrant dès la phase de développement des pratiques visant à limiter la consommation énergétique et à optimiser la charge serveur, garantissant ainsi des logiciels plus performants et plus sobres en ressources. Il en est de même pour la sélection de nos partenaires IA, respectant des modèles d'IA frugale.

Ces initiatives s'inscrivent dans une démarche concrète : accompagner les administrations dans leur transformation numérique en leur fournissant des solutions à la fois innovantes, durables et adaptées aux enjeux écologiques.



En bref

**Éco-conception
de logiciels**

**Solutions d'optimisation
énergétique**

Garantie d'un cloud vert

**Garantie d'un modèle
IA frugale**

*Arcep. & Arcom. (2024).
Référentiel général
d'écoconception de
services numériques
(RGESN). [https://
ecoresponsable.
numerique.gouv.fr/
publications/referentiel-
general-ecoconception](https://ecoresponsable.numerique.gouv.fr/publications/referentiel-general-ecoconception)

NOTRE ENGAGEMENT POUR UN NUMÉRIQUE ÉTHIQUE ET INCLUSIF

POURQUOI C'EST IMPORTANT ?

L'essor du numérique dans les services publics transforme profondément l'accès aux démarches administratives et aux services essentiels. Toutefois, cette transformation soulève des enjeux majeurs en matière d'éthique, d'équité et d'accessibilité. Les outils numériques doivent être conçus pour s'adapter aux réalités variées des collectivités, des territoires et des usagers, garantissant ainsi un accès égal pour tous, indépendamment de leur situation géographique, économique ou sociale. Les écarts entre territoires urbains et ruraux, la diversité des compétences numériques des citoyens et des agents, ainsi que la nécessité d'une transparence accrue dans l'utilisation des algorithmes imposent une approche responsable du numérique. En France, environ 13 millions de personnes souffrent d'illectronisme, alors que seulement 20% des collectivités de plus de 50 000 habitants s'étaient dotées d'une stratégie numérique responsable.*

Dans le même temps, l'intégration croissante de l'intelligence artificielle et des algorithmes décisionnels dans l'administration publique pose des

questions cruciales sur la transparence et les risques de discrimination involontaire. Des biais algorithmiques peuvent, par exemple, impacter l'accès à des prestations sociales ou influencer l'orientation scolaire de manière inéquitable. Face à ces défis, il est essentiel d'adopter une approche éthique et inclusive du numérique, garantissant une transparence totale des systèmes, une prise de décision responsable et une accessibilité universelle aux services publics numériques.

NOTRE ENGAGEMENT

Chez Nexpublica, nous développons des solutions numériques qui intègrent nativement des principes d'équité, d'accessibilité et de transparence. Nous concevons nos outils pour qu'ils s'adaptent aux divers contextes des administrations, des collectivités et des usagers, garantissant ainsi une administration plus juste et inclusive. Nous veillons à assurer l'accessibilité numérique de nos logiciels en concevant des interfaces ergonomiques, compatibles avec les lecteurs d'écran et conformes aux exigences du RGAA et

de European Accessibility Act (Directive européenne (UE) 2019/882).

Nos outils sont conçus pour s'adresser aussi bien aux usagers à l'aise avec le numérique qu'à ceux qui en sont éloignés, en facilitant une navigation intuitive et inclusive.

Nous garantissons également une transparence algorithmique, en veillant à ce que nos solutions intégrant de l'intelligence artificielle soient explicables, compréhensibles et justifiables. Nous développons des modèles d'IA explicables qui permettent aux agents publics et aux citoyens de comprendre les critères et le raisonnement derrière chaque décision automatisée.

Enfin, nous œuvrons pour une interopérabilité et une modularité accrue de nos solutions, afin qu'elles puissent s'adapter aux besoins spécifiques de chaque territoire. En facilitant la coopération entre collectivités et en assurant une intégration fluide avec les systèmes existants, nous permettons à chaque administration de choisir des outils numériques qui répondent à ses enjeux propres, sans imposer de standardisation rigide et inadaptée aux réalités locales.

*Devillers, O. (2024, 16 décembre). Numérique responsable : l'observatoire en place, les collectivités en retard. Localtis. <https://www.banquedesterritoires.fr/numerique-responsable-observatoire-en-place-les-collectivites-en-retard>

NEXPUBLICA : UNE HISTOIRE AU SERVICE DU SECTEUR PUBLIC

UN ENGAGEMENT HISTORIQUE ET STRATÉGIQUE

Né d'un partenariat avec la Caisse des Dépôts, Nexpublica accompagne depuis plus de 60 ans l'évolution du service public en développant des solutions numériques performantes et sécurisées. Chaque grande transformation de l'administration a façonné notre expertise, et chaque innovation que nous avons conçue a contribué à structurer les services publics de demain. Dès les années 1980, nous avons soutenu la décentralisation en développant des logiciels adaptés aux nouveaux besoins des collectivités en urbanisme, finances, ressources humaines et action sociale. Dans les années 2000, nous avons été au premier plan de l'e-administration, facilitant l'accès aux services en ligne et la gestion sécurisée des données publiques. Face à la montée des cybermenaces des années 2010, nous avons renforcé la sécurité des infrastructures numériques et modernisé des services critiques comme la gestion des secours et des transports scolaires.

UN IMPACT CONCRET POUR LES CITOYENS ET LES SERVICES PUBLICS

Nos solutions accompagnent plus de 4 000 organismes publics et 1 200 entreprises privées dans la gestion des services essentiels. Elles facilitent le versement des prestations sociales, la délivrance des permis de construire et l'organisation du transport scolaire. Elles optimisent également la gestion des ressources humaines, sécurisent les dossiers médicaux et soutiennent les interventions d'urgence. En assurant la gestion des identités et des accès pour de nombreux hôpitaux et opérateurs stratégiques de l'État, nous contribuons à la protection des infrastructures critiques et des données sensibles. Avec notre expertise en cybersécurité et en interopérabilité, nous aidons chaque jour les services publics à relever leurs défis de performance, de sécurité et d'accessibilité.

UN NOUVEAU CHAPITRE TOURNÉ VERS LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE

Devenir un éditeur de logiciels indépendant marque un tournant stratégique pour Nexpublica. Nous renforçons notre position d'acteur souverain avec une offre intégrée et interopérable, adaptée aux défis du service public. Notre ambition dépasse la simple fourniture de logiciels : nous sommes un partenaire stratégique des administrations, accompagnant leurs évolutions pour construire l'administration de demain. Et notre histoire ne fait que commencer.



INNOVATION
CONTINUE

INNOVATION CONTINUE

CONTEXTE ET ENJEUX

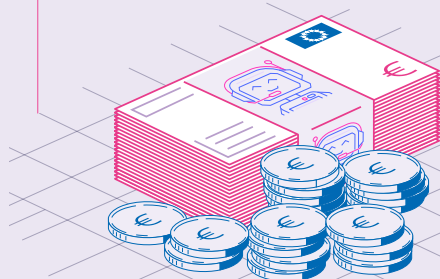
L'innovation maîtrisée renforce l'efficacité publique et améliore les services. Elle est clé pour bâtir une administration agile, performante et tournée vers l'avenir.

60%

de gain de temps, 40% d'amélioration ou de création de nouveaux services.

15 à 20 Mds

valeur potentielle de l'IA générative dans le secteur public (source fondation Concorde)



NOS SOLUTIONS



Intelligence artificielle éthique

Automatiser les tâches répétitives tout en garantissant la transparence



Solutions mobiles

Permettre aux agents d'agir efficacement sur le terrain



Cloud de confiance

Offrir une infrastructure agile, sécurisée et évolutive



Plateforme Secteur Public

Centraliser les logiciels métiers pour plus de fluidité



Interopérabilité

Connecter nos outils à l'écosystème numérique public

1

plateforme unifiée conçue pour interconnecter tous les logiciels métiers publics

500

collaborateurs R&D œuvrent chaque jour à l'innovation de nos produits

Allons plus loin



Demain, l'innovation dans le secteur public passera par des outils prédictifs, interconnectés et de confiance, capables d'anticiper les besoins, de simuler l'impact des politiques et de renforcer la collaboration entre acteurs. En conjuguant IA explicable, cloud de confiance et ouverture des systèmes, l'État construira une administration plus agile et proactive.

I - LE SERVICE PUBLIC MÉRITE DES OUTILS À LA POINTE DE L'INNOVATION

L'innovation technologique représente aujourd'hui un levier stratégique pour améliorer l'efficacité du service public et répondre aux défis croissants auxquels les administrations sont confrontées.

15 à 20
Mds d'€

estimation de la valeur ajoutée de l'IA appliquée au secteur public dans les années à venir.

Avec des ressources budgétaires sous tension, une complexification des missions et des attentes toujours plus fortes des citoyens, le secteur public doit s'adapter et moderniser ses outils

pour garantir une gestion plus fluide et réactive.

La feuille de route de la DINUM (2023)* identifie quatre priorités pour moderniser le numérique de l'État, dont le développement des compétences numériques et l'exploitation effective des

données pour une administration plus efficiente. L'essor des solutions basées sur l'intelligence artificielle, le cloud ou encore la dématérialisation avancée, ouvre de nouvelles perspectives pour transformer en profondeur la manière dont les services publics fonctionnent.

Ces innovations ne sont pas seulement des instruments d'optimisation, elles redéfinissent le rôle des agents publics en leur permettant de se concentrer sur des missions à forte valeur ajoutée, tout en améliorant la qualité des services rendus aux usagers.

Les gains potentiels liés à l'intégration des nouvelles technologies sont considérables. La Fondation Concorde estime que l'intelligence artificielle générative (GenAI) appliquée à l'administration publique (hors santé et éducation) pourrait représenter 15 à 20 milliards d'euros de valeur ajoutée dans les années à venir**. L'automatisation et l'optimisation des processus administratifs permettraient ainsi de libérer du temps pour les agents, leur donnant la possibilité de se recentrer sur des tâches stratégiques, comme l'accompagnement des citoyens, la gestion des crises ou l'élaboration des politiques publiques. Ces avancées technologiques offrent donc un double bénéfice : elles renforcent l'efficacité des administrations tout en rendant le

*Direction interministérielle du numérique (DINUM). (2023, mars). Feuille de route de la direction interministérielle du numérique. <https://www.numérique.gouv.fr/uploads/Feuille-de-route-DINUM.pdf>

** Sironneau, N., Arvis, J.-B., & Ferrier, L. (2024, 19 novembre). L'intelligence artificielle générative : Un levier d'efficacité pour l'administration publique. Fondation Concorde. <https://www.fondationconcorde.com/etudes/lintelligence-artificielle-generative-un-levier-d-efficacite-pour-l-administration-publique/>

travail des agents plus pertinent et plus valorisant.

Historiquement, le service public a déjà bénéficié de plusieurs vagues d'innovations, notamment avec l'informatisation progressive des administrations dès les années 1980, puis l'arrivée des plateformes en ligne facilitant l'accès aux services administratifs. Ces progrès ont permis d'améliorer la relation entre l'administration et les citoyens, en simplifiant de nombreuses démarches et en limitant les délais de traitement. Cependant, malgré ces avancées, des limites persistent. La charge administrative reste importante, les outils numériques sont parfois perçus comme complexes ou obsolètes, et le cloisonnement des systèmes freine la fluidité des échanges entre administrations. Face à ces constats, il devient impératif de poursuivre l'innovation pour renforcer l'efficacité du secteur public et faciliter la transition vers une administration moderne et agile.

Les technologies actuelles permettent d'aller encore plus loin en offrant des solutions capables de repenser la manière dont le service public est organisé. L'intelligence artificielle joue un rôle clé dans l'optimisation des services en facilitant la prise de décision et en automatisant les processus répétitifs. Elle permet notamment d'analyser en temps réel les demandes des usagers et de fournir des recommandations aux agents, réduisant ainsi les délais de traitement et améliorant la qualité des réponses apportées. Le cloud computing, quant à lui, offre une plus grande flexibilité et permet aux collectivités d'accéder à des services numériques performants sans avoir à gérer des infrastructures complexes et coûteuses. Cette évolution garantit non seulement une meilleure performance des systèmes,

Certaines collectivités optimisent la gestion et anticipent grâce à l'analyse de données.

L'innovation technologique permet également de mieux répondre aux besoins des agents publics sur le terrain. Le développement de solutions mobiles

adaptées aux contextes spécifiques de travail – qu'il s'agisse d'interventions d'urgence, de gestion des ressources territoriales ou d'organisation du temps de travail – facilite leur quotidien et leur permet d'accéder aux informations essentielles sans contrainte. Certaines collectivités utilisent déjà des systèmes d'analyse des données en temps réel pour optimiser la gestion des infrastructures publiques, améliorer la répartition des ressources et anticiper les besoins à venir. Ces outils participent à la modernisation des administrations en leur offrant une visibilité accrue et une réactivité optimisée.

Toutefois, pour que ces innovations bénéficient pleinement aux administrations, elles doivent être mises en œuvre de manière réfléchie et adaptée aux réalités du secteur public. L'intégration des technologies doit respecter plusieurs principes fondamentaux. La transparence et l'éthique doivent être garanties afin d'éviter toute forme de biais discriminatoires ou d'opacité dans les décisions publiques. Par exemple, l'encadrement des algorithmes et des systèmes d'IA est un enjeu clé pour garantir leur transparence et leur fiabilité. Le Défenseur des Droits souligne ainsi la nécessité de réguler ces outils pour éviter les biais et assurer une explicabilité des décisions publiques

automatisées. Ensuite, l'accessibilité des outils numériques doit être assurée pour répondre aux attentes des agents et des citoyens, indépendamment de leur niveau de compétences numériques. L'interopérabilité et le décloisonnement des systèmes sont également des enjeux cruciaux, afin de permettre une communication fluide entre les différentes administrations et d'améliorer la collaboration entre services publics. Enfin, la cybersécurité et la protection des données restent des impératifs majeurs dans un contexte où les administrations traitent des informations sensibles et doivent garantir leur intégrité et leur confidentialité.

L'innovation technologique ne doit pas être perçue comme un simple levier d'optimisation, mais bien comme une transformation structurelle du service public. En intégrant ces outils de manière stratégique et en accompagnant les agents publics dans leur adoption, l'État peut renforcer l'efficacité de son action tout en améliorant la qualité des services rendus aux citoyens. Ces avancées technologiques, si elles sont mises en œuvre avec discernement, permettront de construire une administration plus performante, plus agile et mieux adaptée aux défis du XXI^e siècle.

II - NOTRE OFFRE POUR Doter LE SERVICE PUBLIC D'OUTILS À LA POINTE DE L'INNOVATION

L'innovation technologique est un moteur essentiel de modernisation du service public, permettant d'améliorer l'efficacité des agents, de simplifier les processus administratifs et d'optimiser l'interaction entre les administrations et les citoyens.

Nexpública s'engage à intégrer des solutions numériques avancées, reposant sur l'intelligence artificielle, l'automatisation des tâches et l'exploitation intelligente des données, pour accompagner cette transformation et garantir des services publics plus réactifs, performants et accessibles.

Notre engagement en faveur de l'innovation repose sur une approche continue et collaborative. Chaque jour, nos près de 500 collaborateurs de notre équipe recherche et développement travaillent sur les roadmaps techniques et fonctionnelles de nos outils, intégrant les retours de nos clients et les évolutions réglementaires pour adapter en permanence nos solutions aux besoins

du secteur public. Ces équipes s'attachent à développer de nouvelles fonctionnalités, à renforcer l'ergonomie de nos logiciels, et à améliorer l'expérience utilisateur pour les agents et les citoyens. Nos clubs utilisateurs jouent également un rôle clé dans cette dynamique, en permettant aux collectivités et administrations d'exprimer leurs besoins, de tester les évolutions en cours et de co-construire les solutions de demain.

Si l'intelligence artificielle, la mobilité et le cloud constituent des leviers majeurs d'innovation, notre engagement dépasse ces seules technologies. Nous innovons en continu sur l'interopérabilité des systèmes, la simplification des parcours utilisateurs, l'accessibilité

des services, ou encore l'amélioration des performances des infrastructures numériques. L'innovation est un processus permanent, qui irrigue l'ensemble de nos produits et contribue chaque jour à moderniser l'action publique.



L'IA ÉTHIQUE AU SERVICE DU SECTEUR PUBLIC

L'intelligence artificielle (IA) est une technologie clé pour améliorer la qualité des services publics en automatisant certaines tâches administratives, en optimisant l'analyse des données et en facilitant la prise de décision des agents. Toutefois, son usage ne peut se faire sans une exigence forte en matière de transparence, d'éthique et de fiabilité. L'enjeu est donc de développer des outils qui assistent les agents publics sans jamais les remplacer, garantissant ainsi une IA explicable et maîtrisée, conforme aux principes du service public.

Dans le cadre de l'intégration de l'intelligence artificielle dans nos solutions, nous accordons une attention particulière au choix de nos fournisseurs.

Cette exigence de souveraineté s'accompagne d'une volonté de favoriser autant que possible le recours à des technologies open-source,

ouverts, auditables et documentées. Cela permet d'éviter toute opacité dans la prise de décision et de limiter les risques de biais algorithmiques susceptibles d'impacter les services publics. Nous veillons ainsi à ce que les systèmes développés respectent une approche humaine et éthique, garantissant que les agents conservent toujours le dernier mot dans les décisions administratives.

Selon une étude du Boston Consulting Group (BCG), l'IA générative appliquée aux services publics français pourrait générer 83 milliards d'euros de gains annuels d'ici 2033*. Ces économies proviendraient à 60 % de gains de temps, permettant une réallocation des ressources vers des tâches à forte valeur ajoutée, et à 40 % de l'amélioration ou de la création de nouveaux services. Ces chiffres démontrent le potentiel de l'IA pour transformer l'administration publique en la rendant plus efficace et accessible.



*Carrasco, M., Habib, C., Felden, F., Sargeant, R., Mills, S., Shenton, S., Ingram, J., & Dando, G. (2023). Generative AI for the public sector: From opportunities to value [L'IA générative pour le secteur public : Des opportunités à la valeur]. Boston Consulting Group. <https://www.bcg.com/publications/2023/unlocking-genai-opportunities-in-the-government>

Les outils IA à destination du service public doivent respecter de strictes obligations de transparence et d'explicabilité.

83 Mds d'€

estimation des gains annuels de l'IA appliquée aux services publics français

Les bénéfices pour...



LES CITOYENS

L'intégration d'outils d'intelligence artificielle éthique se traduit par une amélioration concrète de l'accessibilité et de la qualité des services publics. Par exemple, des assistants virtuels intelligents, tels que ceux déployés sur les plateformes de renseignements administratifs, permettent de répondre rapidement aux questions des usagers concernant leurs droits et démarches – qu'il s'agisse de l'obtention d'aides sociales ou de la consultation de dossiers fiscaux. Des études menées dans le secteur public, notamment dans le cadre de projets pilotes documentés par des organismes spécialisés comme l'Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA, confirment que l'usage de chatbots améliore notablement l'expérience utilisateur en réduisant les délais de traitement et en facilitant l'accès à l'information.



LES AGENTS PUBLICS

Ils bénéficieront également d'un fort impact grâce à l'IA éthique. Dans plusieurs préfectures, des outils d'automatisation traitent des dossiers administratifs répétitifs – par exemple, la gestion des demandes de renouvellement de documents d'identité – ce qui permet de libérer un temps précieux pour se concentrer sur des missions à plus forte valeur ajoutée, telles que l'accompagnement personnalisé des usagers ou l'analyse approfondie de dossiers complexes. Des retours d'expérience issus de projets pilotes, publiés par des agences de transformation numérique, attestent d'une amélioration mesurable de la productivité des agents et d'une valorisation de leurs compétences.



L'ÉTAT ET LES DÉCIDEURS PUBLICS

L'IA représente un levier stratégique pour le pilotage des politiques et l'optimisation de la gouvernance. Par exemple, la mise en place de tableaux de bord alimentés par des algorithmes d'analyse des données permet de suivre en temps réel des indicateurs clés, facilitant ainsi l'évaluation de l'impact des politiques publiques et l'ajustement rapide des stratégies. À Paris, un système centralisé de collecte et d'analyse de données issues de diverses administrations a déjà montré son potentiel pour améliorer l'allocation des ressources et renforcer la transparence des décisions publiques. De plus, l'usage d'IA explicable dans l'audit des processus administratifs offre aux décideurs un outil précieux pour identifier et corriger les dysfonctionnements, consolidant ainsi la confiance des citoyens dans l'action publique.



LES COLLECTIVITÉS

L'IA favorise une gestion optimisée des ressources territoriales. Par exemple, plusieurs villes ont déployé des systèmes de maintenance prédictive pour leurs infrastructures de transport public. À Lyon, un outil d'analyse en temps réel des données recueillies auprès des capteurs installés sur les bus et tramways a permis d'anticiper les pannes et d'organiser des interventions préventives, améliorant ainsi la continuité du service. De même, dans le secteur de la gestion des réseaux d'eau, des solutions d'IA ont permis une détection plus rapide des fuites, optimisant ainsi l'allocation des moyens et la planification des travaux de réparation. Ces applications concrètes contribuent à une meilleure répartition des budgets municipaux et renforcent la réactivité des collectivités.

Allons plus loin

En résumé, l'innovation technologique basée sur une IA éthique offre un double bénéfice : elle améliore la qualité des services rendus aux citoyens et optimise le fonctionnement des administrations publiques. En déployant des solutions telles que des chatbots intelligents, des systèmes de maintenance prédictive et des tableaux de bord analytiques, nous contribuons à bâtir une administration plus agile, efficace et résolument tournée vers l'avenir, au bénéfice de tous.



DES SOLUTIONS MOBILES ADAPTÉES AUX BESOINS DES AGENTS SUR LE TERRAIN

L'efficacité du service public repose sur des outils numériques adaptés aux besoins des agents sur leurs terrains d'interventions. Aujourd'hui, les collectivités et administrations utilisent encore des systèmes centralisés peu accessibles pendant l'exécution de leurs missions, obligeant les agents à jongler entre plusieurs plateformes ou à revenir en bureau pour valider certaines opérations. Cette fragmentation des outils nuit à la réactivité des services et alourdit le travail quotidien des agents publics.

Des outils mobiles et ergonomiques adaptés aux réalités du terrain.

Nos solutions offrent des outils mobiles et des interfaces ergonomiques adaptées aux réalités du terrain. Elles

permettent aux agents d'accéder aux informations essentielles, de saisir et transmettre des données en temps réel et d'améliorer la coordination entre les services. Ces outils facilitent non seulement l'exécution des missions

quotidiennes, mais renforcent également l'efficacité des interventions en cas d'urgence ou d'événements imprévus.

Notre ambition est de développer un maximum d'outils mobiles qui permettent aux agents d'accéder instantanément aux informations critiques, de saisir et de transmettre des données en temps réel, et de collaborer de manière fluide, quel que soit leur lieu d'intervention. En facilitant la communication et la coordination, ces solutions offrent la possibilité de réduire considérablement les délais d'intervention, d'optimiser l'utilisation des ressources et de répondre rapidement aux imprévus, ce qui se traduit par une meilleure qualité de service pour les citoyens.

Par exemple, lorsqu'un agent est en mission sur le terrain, il peut immédiatement signaler une anomalie sur une infrastructure d'assainissement en prenant une photo et en transmettant

sa géolocalisation via son smartphone. Cette réactivité permet une intervention préventive avant qu'une situation ne se dégrade, renforçant ainsi la continuité et la fiabilité du service public. De même, dans le domaine de la gestion du temps et des activités, notre solution mobile offre aux agents la possibilité de consulter et d'ajuster leurs plannings en temps réel. Cela élimine le besoin de retourner au bureau pour valider des modifications et permet une coordination dynamique entre les équipes, ce qui est particulièrement crucial en cas d'urgence. Enfin, au sein de nos outils de gestion de l'aménagement et de l'entretien de la voirie, nous proposons un module embarqué sur les téléphones permettant de gérer les signalements et les interventions en situation de mobilité et ce même en zone blanche.

Nos outils visent à rendre l'information accessible partout et à tout moment, favorisant ainsi une gestion plus agile des opérations sur le terrain. Grâce à

L'information accessible partout pour une gestion agile sur le terrain.

ces solutions, les agents bénéficient d'un accès instantané à l'historique des interventions, aux consignes actualisées et aux indicateurs de performance, ce qui leur permet d'anticiper les besoins et de prendre des décisions éclairées.

Cette mobilité contribue également à alléger les charges administratives, en automatisant la collecte de données et en simplifiant la transmission des informations entre les différents services.

Ces solutions mobiles offrent des bénéfices à tous les niveaux : pour les citoyens, elles garantissent une intervention plus rapide et de meilleure qualité ; pour les collectivités, elles permettent une planification simplifiée et une réduction des coûts liés aux heures supplémentaires et aux absences imprévues ; pour les agents publics, elles améliorent le confort de travail et réduisent les tâches administratives répétitives ; et pour l'État et les décideurs, elles offrent une visibilité consolidée sur l'affectation des ressources humaines, facilitant ainsi une gestion optimisée des services publics en fonction des priorités stratégiques.

En résumé, en déployant un large éventail de solutions mobiles, nous aspirons à transformer l'expérience des agents sur le terrain, à renforcer la coordination interservices et à instaurer une administration plus réactive, agile et orientée vers l'avenir, pour le bénéfice direct de tous les acteurs du service public.

En bref

Citoyens : interventions plus rapides et de meilleure qualité.

Collectivités : planification simplifiée, réduction des coûts (heures sup et absences imprévues).

Agents publics : confort de travail amélioré, moins de tâches répétitives.

État et décideurs : meilleure visibilité sur les ressources humaines, gestion optimisée selon les priorités.





GÉNÉRALISER L'UTILISATION DU CLOUD POUR NOS OUTILS

Toutes les avancées détaillées dans les parties précédentes – l'intelligence artificielle, l'interopérabilité des outils, la plateforme numérique unifiée, l'automatisation des tâches administratives, l'optimisation des ressources – ne peuvent pleinement se déployer sans une infrastructure cloud souple, évolutive et sécurisée. En effet, le cloud qui permet à ces innovations d'être mises en œuvre rapidement, efficacement et à grande échelle, tout en garantissant l'accessibilité et la cybersécurité des services publics. Réaliser ces avancées sur des infrastructures on-premise est certes possible, mais infiniment plus coûteux et lourd à mettre en place.

Aujourd'hui, les administrations publiques doivent composer avec des infrastructures IT vieillissantes, souvent fragmentées, qui entravent l'agilité des services publics et génèrent des coûts de maintenance élevée. Nos solutions apportent une réponse directe à ces enjeux : elles garantissent des mises à jour automatiques, une évolutivité immédiate et une mutualisation intelligente des ressources, évitant ainsi

les lourds investissements matériels et réduisant la dette technologique qui freine l'innovation. Plus besoin de reconstruire des infrastructures à chaque réforme : les nouvelles réglementations, les évolutions métiers et les exigences des usagers peuvent être intégrées en temps réel, de manière transparente.

Mais au-delà des gains opérationnels, le cloud transforme en profondeur l'expérience des agents publics et des citoyens. Grâce à une architecture modulaire et ouverte, il permet de construire des services plus fluides, plus intégrés et plus réactifs. C'est lui qui permet l'interopérabilité entre les différents logiciels utilisés par les administrations, évite les redondances, simplifie la gestion des données, et assure une continuité fluide entre services et territoires. Il est l'élément clé qui permet de passer d'un modèle fragmenté à une administration unifiée et cohérente, où les données circulent librement et en toute sécurité pour offrir un service plus efficace aux citoyens.

Cette interconnexion ne peut cependant se faire sans une attention particulière aux enjeux de sécurité et de souveraineté. Les administrations manipulent chaque jour des millions de données sensibles, qu'il s'agisse de dossiers fiscaux, de prestations sociales, de données de santé ou de documents réglementaires. Pour garantir l'intégrité et la protection de ces informations, nous avons choisi de nous appuyer sur S3NS, une infrastructure développée par Thales, qui respecte les plus hauts standards en matière de sécurité, de conformité et qui sera certifiée SecNumCloud par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI, voir partie 5).

Le cloud rend le secteur public plus performant, agile et durable.

En définitive, le cloud permet de rendre le secteur public davantage performant, agile et durable. Il est le socle qui permet

aux administrations de gagner en efficacité, de réduire leurs coûts, de moderniser leurs outils et d'accélérer leur transformation numérique, tout en garantissant l'équité d'accès aux services publics sur l'ensemble du territoire. C'est en s'appuyant sur le cloud que l'administration pourra bâtir un service public plus fluide, plus ouvert et plus performant, au service de tous les citoyens.

III - DÉCLOISONNER LES OUTILS POUR ACCROÎTRE LA PERFORMANCE DE L'ACTION PUBLIQUE

L'administration publique française est aujourd'hui confrontée à un défi majeur : la fragmentation de ses outils numériques.

Historiquement, chaque ministère, collectivité ou service public a développé ses propres logiciels et systèmes d'information, souvent sans coordination avec les autres administrations. Cette situation a conduit à un paysage numérique hétérogène, où les outils fonctionnent en silos, limitant la fluidité des échanges de données et la collaboration entre acteurs.

Cette fragmentation nuit à l'efficacité de l'action publique. Les agents doivent multiplier les saisies d'informations dans plusieurs outils différents, ce qui entraîne des pertes de temps considérables et augmente le risque d'erreurs. De plus, les citoyens peuvent être confrontés à des démarches complexes nécessitant des interactions avec plusieurs administrations qui ne partagent pas leurs données en temps réel. À l'heure où les attentes en matière

de services publics numériques sont de plus en plus élevées, cette absence d'interopérabilité ralentit l'accès aux informations et freine la modernisation du service public.

Face à ces enjeux, de nombreuses initiatives ont été mises en place pour favoriser le découplage des systèmes. Depuis le lancement de FranceConnect en 2016, l'État encourage l'interopérabilité des services administratifs, permettant aux citoyens de se connecter à plusieurs plateformes publiques avec un identifiant unique. Par ailleurs, des efforts ont été entrepris pour généraliser l'usage des API ouvertes, afin de faciliter la circulation des données entre administrations et prestataires de services. Ces démarches sont essentielles pour construire un écosystème numérique public plus cohérent et performant.

Cependant, ces initiatives restent encore limitées. L'hétérogénéité des systèmes informatiques, la complexité des architectures existantes et les résistances au changement freinent l'adoption d'une interopérabilité généralisée. De nombreuses collectivités locales et administrations fonctionnent encore avec des logiciels anciens, non compatibles avec les nouvelles plateformes de données partagées. De plus, les différences de gouvernance entre les services publics compliquent l'harmonisation des outils numériques.

Nous savons qu'une approche intégrée, facilitant l'échange sécurisé des données et la mutualisation des outils, permettrait d'améliorer significativement la performance de l'administration. Cependant, cette interconnexion ne peut se faire sans une attention particulière aux enjeux de sécurité et de souveraineté numérique, essentiels pour protéger les infrastructures critiques et les données sensibles du secteur public. Comme détaillé dans notre Partie 4 – Souveraineté et sécurité, garantir l'interopérabilité des outils tout en préservant la confidentialité et l'intégrité des données est une condition incontournable pour assurer un service public moderne, fiable et résilient face aux cybermenaces croissantes.



IV - NOTRE OFFRE POUR FAVORISER L'INTEROPÉRABILITÉ DES OUTILS NUMÉRIQUES DANS LE SECTEUR PUBLIC

Pour améliorer l'efficacité des services publics, il est essentiel de simplifier les échanges entre les outils numériques utilisés par les administrations. Aujourd'hui, les agents doivent jongler entre différentes plateformes qui ne communiquent pas toujours entre elles, entraînant des pertes de temps et une gestion fragmentée des données.

Chez Nexpublica, nous développons des solutions permettant de centraliser les outils métiers, d'ouvrir nos logiciels à des solutions tierces et de créer un espace numérique unique regroupant l'ensemble des applications utilisées par le secteur public. Ces initiatives visent à garantir une meilleure fluidité des processus administratifs, à améliorer l'expérience des agents et à renforcer la coordination entre les services publics.



RÉUNIR NOS OUTILS UTILISÉS PAR LE SERVICE PUBLIC EN UNE PLATEFORME UNIQUE

CONTEXTE

La fragmentation des logiciels métiers complexifie la gestion des services publics et ralentit leur modernisation. Les agents doivent jongler entre plusieurs outils, souvent développés indépendamment les uns des autres, ce qui génère une perte d'efficacité et nuit à la cohérence des processus administratifs.

*Accès simplifié,
expérience unifiée,
fluidité de la donnée.*

Nous développons une plateforme intégrée regroupant l'ensemble de nos solutions, conçues pour les collectivités

et les administrations. L'objectif est d'offrir aux agents un accès simplifié aux différentes fonctionnalités métiers, tout en assurant une utilisation et une interopérabilité entre nos solutions fluides. Cette plateforme permet une centralisation des données, un suivi optimisé des processus et une réduction des redondances administratives.

UNE PLATEFORME PENSÉE POUR L'UTILISATEUR

• Interopérabilité des solutions

Nos logiciels sont conçus pour communiquer entre eux via des API communes, réduisant les délais de traitement et améliorant la fluidité des démarches.

• Accès facilité aux meilleures solutions

Les administrations ont accès à une suite complète de services adaptés à leurs besoins, évitant ainsi la duplication des outils et la complexité des systèmes disparates.

• Amélioration continue

La plateforme est conçue pour intégrer rapidement des innovations comme l'IA ou l'automatisation, afin d'optimiser les processus et d'anticiper les évolutions des besoins citoyens.



Les bénéfices pour...



LES CITOYENS

La plateforme garantit des services publics plus fluides, personnalisés et accessibles en réduisant les délais d'attente et en uniformisant les démarches. Grâce à une meilleure interconnexion des services, ils bénéficient d'un accompagnement renforcé et d'une administration plus réactive.



L'ÉTAT ET LES DÉCIDEURS PUBLICS

La plateforme offre une vision en temps réel des performances du service public, facilitant le suivi des politiques publiques et l'adaptation des stratégies administratives en fonction des données consolidées.



LES AGENTS PUBLICS

Un accès unifié aux applications métiers permet une réduction du temps consacré aux tâches administratives répétitives. Grâce à l'interopérabilité des outils, la collaboration entre agents est fluidifiée, améliorant la productivité et la qualité du service rendu aux usagers.



LES COLLECTIVITÉS

Une gestion plus agile et optimisée des ressources publiques. L'accès à une base de données centralisée permet une meilleure coordination entre services, une réduction des coûts et une capacité renforcée d'anticipation des besoins.

En résumé

En unifiant nos outils numériques au sein d'un écosystème cohérent et évolutif, notre Plateforme Secteur Public favorise la modernisation de l'administration, renforce son efficacité et améliore l'expérience des citoyens comme des agents publics.

UNE INFRASTRUCTURE TECHNIQUE MODERNE

Pour bénéficier à plein de l'effet plateforme, nous travaillons sur la transition vers une infrastructure technique modernisée, comme en témoignent les choix faits pour notre solution de gestion financière :

- **Cloud mutualisé de nouvelle génération**

Une infrastructure basée sur un Uébergement sécurisé et évolutif, permettant d'adapter automatiquement les capacités de stockage et de calcul en fonction des besoins des administrations. Contrairement aux infrastructures traditionnelles, cette approche évite les investissements lourds et assure une haute disponibilité des services.

- **Architecture modulaire**

Chaque composant de notre plateforme est développé comme un module indépendant, qui peut être mis à jour, amélioré ou remplacé sans impacter l'ensemble du système. Cela permet une meilleure évolutivité, une maintenance plus rapide et une interopérabilité renforcée.

- **Modèle multi-tenant**

Ce mode d'architecture permet d'héberger plusieurs collectivités ou administrations sur une seule plateforme, tout en leur garantissant un environnement personnalisé et sécurisé. Chaque administration dispose de son propre espace, avec ses propres règles et accès, sans interférence avec les autres utilisateurs.

- **Services partagés et composants mutualisés**

Une mutualisation des développements facilitant une expérience utilisateur homogène et performante.

- **L'accès sécurisé via nos solutions françaises de gestion des identités et des accès (IAM)**

Une authentification robuste et un contrôle strict des droits d'accès, garantissant la sécurité des données et la conformité aux exigences du secteur public.

- **Un recours aux technologies open source**

Lorsque cela est possible, par exemple pour nos bases de données, afin de garantir une plus grande transparence, flexibilité et indépendance. Cette approche permet de bénéficier de solutions éprouvées, d'une communauté active pour les mises à jour et d'une maîtrise renforcée des technologies utilisées.



ENCOURAGER L'OUVERTURE ET L'INTERFAÇAGE DE NOS LOGICIELS VERS DES PRODUITS TIERS

L'interopérabilité des logiciels administratifs est un enjeu stratégique pour garantir une gestion efficace des services publics. Trop souvent, les administrations utilisent des solutions cloisonnées, ne pouvant échanger leurs données avec d'autres outils, ce qui limite leur capacité à innover et à moderniser leurs processus. Chez Nexpublica, nous faisons le choix d'une ouverture technologique, convaincus que la valeur générée par l'interconnexion des systèmes dépasse largement celle d'un environnement fermé.

Une interopérabilité maximale est bénéfique pour tous.

Nous développons nos logiciels avec une approche modulaire et ouverte, permettant leur

interconnexion avec des solutions externes via des API ouvertes. Cette démarche ne se limite pas au simple transfert d'informations : elle vise à amplifier la valeur des services publics, en leur offrant la possibilité d'exploiter

pleinement l'écosystème numérique existant. En facilitant l'intégration avec des services tiers spécialisés, nous permettons aux administrations de composer des environnements technologiques sur-mesure, adaptés aux besoins spécifiques de chaque collectivité ou organisme public.

Nos solutions sont conçues pour être nativement interopérables, permettant ainsi une meilleure collaboration entre administrations et une expérience fluide pour les agents et les citoyens. Notre plateforme, pensée pour l'avenir, intègre cette logique d'ouverture en facilitant la connexion avec des solutions complémentaires et spécialisées. Cela se traduit par une interopérabilité accrue avec des systèmes de billettique pour la gestion des transports scolaires, des plateformes de gestion des subventions, des outils de signature électronique pour sécuriser les échanges administratifs, ou encore des solutions de Gestion Électronique des Documents (GED) pour une exploitation avancée des données.

Au-delà d'un choix technique, cette ouverture est un engagement éthique et stratégique. Nous sommes convaincus que l'innovation naît de la coopération et que la mutualisation des expertises entre éditeurs, administrations et partenaires est un levier majeur pour améliorer l'action publique.

En intégrant des solutions tierces dans notre plateforme, nous permettons aux acteurs publics de capitaliser sur les meilleurs outils du marché et d'accéder à des services à forte valeur ajoutée, sans contrainte d'enfermement technologique. Ce modèle assure aux administrations une grande flexibilité, tout en garantissant la pérennité de leurs investissements numériques.

Les bénéfices pour...



LES CITOYENS

Un accès plus rapide et simplifié aux services numériques grâce à une meilleure intégration des solutions, qui pourraient demain s'intégrer facilement aux outils et chatbots intelligents développés par l'État.



L'ÉTAT ET LES DÉCIDEURS PUBLICS

Une amélioration de la gouvernance numérique, garantissant une plus grande sécurité et une adaptation plus rapide aux évolutions technologiques.



LES AGENTS PUBLICS

Une diminution des doublons et une plus grande efficacité dans le traitement des données.



LES COLLECTIVITÉS

Une flexibilité accrue dans le choix de leurs outils numériques répondant aux enjeux démocratiques de la décentralisation.

>
*Sironneau, N., Arvis, J.-B.,
& Ferrier, L. (2024, 19
novembre). L'intelligence
artificielle générative :
Un levier d'efficacité
pour l'administration
publique. Fondation
Concorde. <https://www.fondationconcorde.com/etudes/lintelligence-artificielle-generative-un-levier-defficacite-pour-ladministration-publique/>

QUELS BÉNÉFICES HUMAINS ET FINANCIERS ?

Impact sur l'attractivité de la fonction publique

La modernisation des infrastructures numériques grâce à des solutions innovantes joue un rôle déterminant dans l'attractivité des administrations publiques. Un écosystème digital fluide et bien intégré facilite le travail quotidien des agents, améliore leur productivité et réduit la frustration liée à l'utilisation de logiciels obsolètes ou mal connectés.

Grâce à notre plateforme unique, les agents bénéficient d'une interface centralisée qui simplifie leur expérience utilisateur et fluidifie leurs interactions avec les autres services publics. Cette amélioration du confort de travail contribue directement à la fidélisation des talents, en offrant aux agents des conditions technologiques alignées sur celles du secteur privé. Par ailleurs, la création d'une plateforme secteur public favorise l'innovation et l'adoption de nouvelles technologies en mettant à disposition des administrations un catalogue évolutif de solutions numériques adaptées aux enjeux du secteur public. Cette démarche encourage également les startups et entreprises technologiques à développer des outils spécifiques pour l'administration, stimulant ainsi un écosystème numérique dynamique et attractif.

Enfin, la généralisation du cloud de confiance et des infrastructures interopérables garantit une expérience numérique moderne et performante, renforçant ainsi l'image du secteur public en tant qu'employeur innovant et tourné vers l'avenir.

Impact financier

L'amélioration de l'interopérabilité des outils numériques dans le secteur public est un levier majeur d'optimisation des coûts. Actuellement, la fragmentation des systèmes entraîne des surcoûts liés à la maintenance, au développement de solutions redondantes et à la gestion des infrastructures cloisonnées. Les plateformes non connectées imposent des saisies manuelles et une gestion inefficace des données, augmentant les charges de fonctionnement.

En unifiant les logiciels métiers au sein d'une plateforme unique, nous permettrons aux administrations de rationaliser leurs dépenses informatiques et réduire les coûts d'intégration et de maintenance. Cette mutualisation évite les investissements redondants et optimise l'utilisation des ressources technologiques.

De plus, une plateforme dédiée au secteur public facilite l'accès à des solutions adaptées aux besoins des collectivités et services de l'État, évitant des développements spécifiques coûteux. L'interfaçage avec des solutions tierces via des API ouvertes permet de choisir les outils les plus performants sans être enfermé dans un écosystème cloisonné et coûteux à long terme.

Par ailleurs, l'introduction de solutions d'intelligence artificielle éthique permet d'automatiser des tâches administratives répétitives, réduisant le temps consacré à des opérations à faible valeur ajoutée. Selon la Fondation Concorde, cette automatisation pourrait générer jusqu'à 20 milliards d'euros de valeur ajoutée pour le secteur public dans les prochaines années, principalement sous forme de temps gagné par les agents, qui pourront se concentrer sur des tâches où l'humain est indispensable.





4

Souveraineté
et sécurité

SOUVERAINETÉ ET SÉCURITÉ

CONTEXTE ET ENJEUX

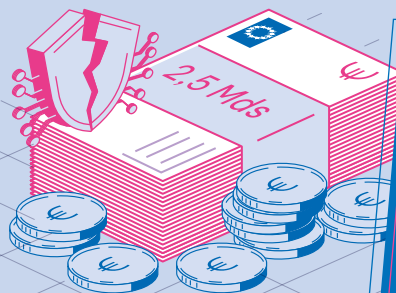
La menace cyber ne cesse de croître. La transformation numérique du secteur public exige sécurité des données et indépendance technologique.

+ 30%

d'attaques par rançongiciel contre les hôpitaux et collectivités en 2023-2024 (ANSSI).

2,5 M€

coût moyen d'une attaque par rançongiciel (source Sophos).



NOS SOLUTIONS



Solution d'identification et de gestion des accès

Sécuriser les connexions et centraliser les droits d'accès agents.



Cloud de confiance (Thalès)

Héberger les données critiques dans un cloud certifié.



Localisation des activités cybersécurité en France

Garantir sécurité, conformité et maîtrise des infrastructures.



Support fonctionnel et intégration en France

Accompagner les agents avec des experts présents sur le terrain.



Solutions hébergées sur site

Répondre aux besoins spécifiques de sécurité et de souveraineté.



Intelligence artificielle souveraine et sécurisée

Protéger les données via une IA transparente et européenne.

Allons plus loin



Demain, la cybersécurité des services publics s'appuiera sur des systèmes intelligents et interconnectés, capables de détecter les menaces en temps réel grâce à l'analyse comportementale. Nos futures solutions intégreront pleinement l'IA pour anticiper les attaques, adapter dynamiquement les défenses et renforcer l'interopérabilité avec les plateformes de cybersurveillance existantes. Cette approche proactive et souveraine permettra aux administrations d'affiner leur compréhension des risques, tout en garantissant la sécurité des données critiques et la continuité des services essentiels.

I - LA CYBERSÉCURITÉ, UN ENJEU MAJEUR POUR LE SECTEUR PUBLIC

Chez Nexpublica, nous sommes convaincus que la cybersécurité constitue un pilier fondamental pour garantir l'intégrité des infrastructures publiques critiques et les données sensibles des citoyens.

Dans un monde où la numérisation des services publics s'accélère, la protection des systèmes d'information apparaît comme un prérequis pour assurer la continuité des services essentiels tout en préservant la confiance des citoyens envers les institutions.

Le secteur public gère aujourd'hui un grand volume de données sensibles, que ce soit dans les domaines de la santé, de la justice, des finances publiques ou d'autres secteurs stratégiques. Une attaque ciblée peut non seulement perturber des services cruciaux, mais aussi entraîner des pertes de données irréversibles.

Or, la menace cyber ne cesse de croître. Entre juin 2022 et juin 2023, le Microsoft Digital Defense Report recense 120 pays ciblés par des opérations d'espionnage et d'influence menées par des États-nations*.

Près de la moitié de ces attaques ont visé des membres de l'OTAN, et plus de 40% des attaques ont ciblé des organisations gouvernementales ou des infrastructures critiques. L'objectif : vol d'informations, surveillance des communications et manipulation de l'information. Cette tendance se confirme avec la montée en puissance des cyberattaques visant les infrastructures critiques françaises. L'ANSSI a signalé une forte augmentation des compromissions d'opérateurs de télécommunications et de réseaux satellitaires, avec des intrusions en profondeur à des fins d'espionnage ou de sabotage. Plus de la moitié des opérations de cyberdéfense ont été déclenchées à la suite de l'exploitation de vulnérabilités critiques sur des équipements de sécurité. En 2024, l'ANSSI a ainsi traité 4 386 événements de sécurité, soit une hausse de 15% par rapport à l'année précédente, avec 3 004

4 386

événements de sécurité
traités par l'ANSSI
en 2024.

signalements et 1 361 incidents confirmés**.

Les hôpitaux et administrations locales figurent parmi les cibles privilégiées des cybercriminels. Entre 2023 et 2024, l'ANSSI a observé une hausse de 30% des attaques par rançongiciel impactant directement des services essentiels, paralysant des hôpitaux et ralentissant l'accès aux soins. Pour renforcer la cybersécurité des établissements de santé, nous nous inscrivons dans la démarche Hospiconnect du programme d'investissement Care (Cybersécurité

*Microsoft. (2024, octobre). Microsoft Digital Defense Report 2024: Les cyberattaques ont presque doublé d'une année sur l'autre [Microsoft Digital Defense Report 2024: Cyberattacks Nearly Doubled Year on Year]. <https://news.microsoft.com/source/emea/2024/10/microsoft-digital-defense-report-2024-les-cyberattaques-ont-presque-double-dune-annee-sur-lautre/?lang=fr>

**ANSSI. (2024, 22 février). Panorama de la cybermenace 2024. <https://cyber.gouv.fr/le-panorama-de-la-cybermenace>

***Agence du Numérique en Santé. (n.d.). Cybersécurité accélération et Résilience des Etablissements (CaRE). <https://esante.gouv.fr/strategie-nationale/cybersecurite>

Nous renforçons la cybersécurité des établissements de santé via Hospiconnect, dans le cadre du programme Care.

30%
des attaques par
rançongiciel impactant
directement des services
essentiels.

accélération et Résilience des Établissements***). Cette initiative vise à améliorer l'interopérabilité et la protection des infrastructures numériques hospitalières, en mettant en

place des standards de sécurité renforcés et en facilitant l'échange de données de manière sécurisée entre les acteurs de la santé. D'autres menaces incluent les attaques de

déstabilisation, telles que la défiguration de sites web ou les attaques par déni de service, qui nuisent à l'image des organisations et rendent les services indisponibles. Par exemple, en 2023, les défigurations de sites ont augmenté de 61 % et les dénis de service de 41 %. Le piratage de boîtes mail facilite également des fraudes au président par modification frauduleuse des coordonnées bancaires.

Face à ces défis, la France a engagé une stratégie nationale de cybersécurité*, inscrite dans le plan France Relance. L'État a mobilisé 1 milliard d'euros pour renforcer les capacités cyber, soutenir l'innovation et former des talents. Nous nous inscrivons pleinement dans cette dynamique, en accompagnant la mise en œuvre

du projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité, la transposition de la directive Network and Information Security 2 (NIS2), ainsi que les exigences de la directive sur la résilience des entités critique et de la Loi de Programmation Militaire (LPM). Ces nouvelles réglementations élargissent en effet les niveaux de sécurité exigés à l'ensemble des entreprises essentielles, et non plus uniquement aux opérateurs d'importance vitale (OIV) et aux infrastructures critiques. Enfin, La feuille de route DNS 2023-2027** insiste sur la nécessité pour l'État de préserver sa souveraineté numérique en investissant dans des infrastructures sécurisées et en renforçant la mutualisation des outils numériques.

Cette dynamique s'est traduite par la création du Campus Cyber en 2022, dont Nexpublica est membre, réunissant acteurs publics et privés pour favoriser l'innovation en cybersécurité. En parallèle, l'État a renforcé les dispositifs internes, avec 136 millions d'euros alloués à la sécurisation des services publics et un focus sur les collectivités territoriales et les administrations locales.

Par exemple, le label SecNumCloud vise à garantir la sécurité des solutions cloud utilisées par les administrations, tandis

*Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique. (2024, novembre 16). France 2030 : Stratégie d'accélération cybersécurité. <https://www.entreprises.gouv.fr/priorites-et-actions/autonomie-strategique/soutenir-innovation-dans-les-secteurs-strategiques-16>

**Agence du numérique en santé. (2023). Feuille de route du numérique en santé 2023-2027. <https://esante.gouv.fr/actualites/lancement-de-la-feuille-de-route-du-numerique-en-sante-2023-2027>

que la plateforme Cybermalveillance.gouv.fr accompagne les acteurs victimes de cyberattaques. Pour compléter cette stratégie, l'État a créé des centres d'alerte CSIRT (Computer Security Incident Response Team) régionaux en Bourgogne-Franche-Comté, en Normandie et en Nouvelle-Aquitaine, afin d'assurer une réaction rapide aux incidents cyber.

Cependant, des limites subsistent. Il existe un manque de formation et d'acculturation aux risques cyber, notamment dans les collectivités locales et agences publiques. Beaucoup d'entre elles ne disposent ni de DSI (Directeur des Systèmes d'Information) ni de RSSI (Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information), ce qui accroît leur vulnérabilité. La sensibilisation des agents publics aux menaces reste insuffisante, notamment face au phishing, aux faux appels et aux fraudes bancaires. Les infrastructures vieillissantes posent aussi un problème. L'ajout successif de services, sans cloisonnement sécurisé, ni mise à jour des mécanismes de protection, expose les collectivités à des risques accrus. En parallèle, le manque de coordination inter-institutionnelle freine l'échange d'informations en temps réel. Enfin, les ressources allouées à la cybersécurité restent limitées. Les collectivités locales, notamment les plus petites,

rencontrent des difficultés à investir dans des technologies avancées et à former leurs agents. Dans un contexte budgétaire contraint les sujets cybers sont dépriorisés.

Face à ces défis et lorsque certains de nos clients sont attaqués plus de 250 fois par jour, il est indispensable de développer des solutions numériques de confiance, capables de protéger les infrastructures critiques françaises et de garantir la sécurité des services publics face aux menaces cyber.

En bref

Les limites :

**Pas de postes
en cybersécurité**

**Manque de sensibilisation
des agents publics**

**Vieillessement
des infrastructures**

**Ajout de service
sans sécurisation**

Manque de coordination

**Manque de ressources
allouées à la cybersécurité**



Username / Email

Password

LOGIN



II - NOTRE OFFRE POUR RÉPONDRE AU DÉFI DE LA CYBERSÉCURITÉ

Chez Nexpublica, nous développons des solutions conçues pour renforcer la sécurité des infrastructures numériques du secteur public, en garantissant une protection avancée contre les menaces cyber. Nos outils s'appuient sur des technologies innovantes, conformes aux exigences de sécurité imposées par l'État, afin d'offrir aux administrations un cadre de confiance pour l'exploitation et la gestion de leurs services numériques.

Nous adoptons une approche "Zero Trust", qui exige une authentification et une validation systématiques avant toute interaction avec un système. Ce modèle privilégie une gestion stricte des identités et des accès (IAM), garantissant que seuls les utilisateurs autorisés puissent interagir avec les ressources administratives. En intégrant cette approche, nous aidons les administrations à renforcer leur posture de cybersécurité, tout en assurant une gestion fluide et centralisée des identités numériques.



UNE SOLUTION INTERNE D'IDENTIFICATION ET DE GESTION DES ACCÈS

CONTEXTE

Les cyberattaques représentent un risque majeur pour les administrations publiques, mettant en péril la continuité des services essentiels et l'intégrité des données sensibles. Les coûts associés à ces incidents ne se limitent pas aux pertes directes de données : ils englobent également l'interruption des activités, la remédiation technique et l'impact sur la confiance des citoyens. Prévenir ces risques est donc un impératif stratégique.

NOS SOLUTIONS

Notre technologie repose sur une plateforme complète et éprouvée, déjà adoptée par plus de 300 clients et 14 millions d'utilisateurs, dont des institutions critiques, des ministères et la plupart des hôpitaux français. Grâce à notre solution interne d'identification et de gestion des accès, nos clients bénéficient d'une gestion des identités sécurisée et fluide, apportant des avantages concrets pour tous.

14 millions

d'utilisateurs et 300 clients ont
déjà adopté notre plateforme



Les bénéfices pour...



LES CITOYENS

Une protection renforcée des données personnelles et une sécurisation accrue des démarches administratives en ligne.



L'ÉTAT ET LES DÉCIDEURS PUBLICS

Une souveraineté numérique renforcée en s'appuyant sur une solution IAM française, compatible avec les standards de sécurité nationaux et européens.



LES AGENTS PUBLICS

Une connexion simplifiée et sécurisée aux applications métiers, évitant la multiplication des identifiants et mots de passe tout en réduisant les risques de cyberattaques.



LES COLLECTIVITÉS

Une gestion optimisée des droits d'accès aux applications métiers, garantissant que seuls les agents autorisés peuvent manipuler des informations sensibles.

Allons plus loin

Et demain, nous irons encore plus loin en développant des solutions de cybersécurité toujours plus intégrées et proactives. Grâce à l'intelligence artificielle et à l'analyse comportementale avancée, nous développerons des systèmes de détection des anomalies en temps réel, réduisant ainsi le délai de réaction face aux cyberattaques. Par ailleurs, la capacité à partager les informations et les traces d'événements avec les systèmes d'analyse existants est un enjeu clé pour nos clients. L'interopérabilité entre nos solutions et les plateformes de cybersurveillance permettra une détection plus fine et mieux adaptée aux contextes spécifiques de chaque administration. En intégrant ces flux de données de manière sécurisée, les services publics pourront affiner leur compréhension des menaces, anticiper plus efficacement les incidents et adapter en temps réel leurs stratégies de cybersécurité.

Nous renforcerons également la sécurisation des échanges de données à travers des protocoles cryptographiques plus avancés et des systèmes de gestion des identités numériques garantissant un accès fiable et protégé aux services administratifs.

Ces avancées placeront la cybersécurité au cœur de la transformation numérique des administrations, assurant une protection optimale des données et des infrastructures critiques, tout en permettant une meilleure collaboration et une approche plus intelligente de la gestion des risques.



DÉVELOPPER DES OFFRES CLOUD ACCESSIBLES ET SIMPLES À METTRE EN ŒUVRE

CONTEXTE

Assurer un hébergement sécurisé pour nos services est une priorité. Grâce à notre partenariat stratégique avec S3NS, le cloud de confiance de Thalès, l'ensemble de nos solutions métiers et de cybersécurité sont déjà disponible dans des infrastructures cloud sécurisées. Nous nous efforçons ainsi de rendre la qualité des services experts facile et accessible sur le cloud, tout en prévenant les dangers liés à des infrastructures mal sécurisées.

À travers notre accompagnement sur mesure, nous nous assurons que les administrations locales comme nationales puissent réaliser la migration sécurisée de leurs données vers des environnements cloud de confiance.

NOS SOLUTIONS

S3NS est une solution de cloud de confiance développée par l'entreprise française Thales, conçue pour garantir un hébergement sécurisé des données sensibles du secteur public. Nous y ajoutons notre surcouche technique permettant de stocker facilement les données de nos clients.



III - GARANTIR LA SOUVERAINETÉ DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES DU SECTEUR PUBLIC

Chez Nexpublica, nous sommes convaincus que la souveraineté numérique est essentielle pour préserver l'indépendance technologique de la France. Dans un contexte où le numérique est devenu un pilier des services publics, il est primordial de garantir la maîtrise des infrastructures stratégiques et des données sensibles.

UN ENJEU STRATÉGIQUE POUR LE SECTEUR PUBLIC

Les récentes crises internationales ont mis en lumière la nécessité de renforcer l'autonomie et la résilience numérique des États et leur capacité à assurer la continuité des services publics dans un contexte incertain. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a souligné la dépendance stratégique de l'Europe à certaines infrastructures critiques, notamment en matière d'énergie et de cybersécurité. Dans un environnement où les cyberattaques prennent une place croissante, la maîtrise des infrastructures numériques publiques devient un enjeu essentiel pour garantir la sécurité des institutions et le bon fonctionnement des services publics. Par ailleurs, l'évolution des

relations internationales, notamment les tendances protectionnistes observées dans certaines grandes puissances, soulève des interrogations sur un possible durcissement des politiques commerciales et technologiques. Une orientation plus restrictive pourrait accentuer la pression sur les entreprises européennes en matière de gestion des données et limiter l'accès à certaines technologies stratégiques. Dans ce contexte, il est essentiel pour la France et l'Europe de renforcer leur autonomie technologique afin de pouvoir s'adapter à toutes les situations et garantir leur sécurité face aux crises de demain.

Face à ces défis, il est nécessaire de réduire la dépendance technologique, d'améliorer l'interopérabilité et de favoriser l'adoption de solutions

souveraines adaptées aux besoins des administrations et des entreprises. La stabilité numérique ne se limite pas à la cybersécurité : elle implique une gouvernance des données maîtrisée, une capacité d'adaptation aux crises et un cadre technologique robuste. Dans un contexte en constante évolution, la souveraineté numérique constitue un levier stratégique pour assurer la pérennité et la sécurité des services publics sur le long terme.

PROTÉGER LES INFRASTRUCTURES ET DONNÉES SENSIBLES

Au-delà de ces risques juridiques, les technologies étrangères sont parfois exploitées pour des opérations

***La souveraineté
numérique protège nos
données et renforce
notre autonomie.***

d'espionnage industriel ou de collecte de renseignements stratégiques. La décision de plusieurs pays européens d'exclure certains fournisseurs

étrangers de leurs infrastructures 5G illustre la nécessité de sécuriser les équipements critiques et de garantir la confiance dans les infrastructures nationales. De plus, la prédominance des grands

fournisseurs non européens dans les domaines du cloud et des logiciels expose les données publiques à des risques importants. La loi FISA (Foreign Intelligence Surveillance Act, loi américaine sur la surveillance des données) et le Cloud Act (Clarifying Lawful Overseas Use of Data Act, loi américaine permettant l'accès aux données stockées à l'étranger) permettent aux autorités américaines d'accéder aux données stockées par des entreprises américaines, y compris celles hébergées en dehors du territoire américain. Cette situation

pose un risque majeur en matière de confidentialité et de contrôle des données publiques françaises.

Cette question est encore plus sensible dans le cadre des infrastructures critiques comme la santé, l'énergie, les transports et la défense. Une dépendance excessive à des solutions non souveraines pourrait mettre en péril la continuité des services essentiels. L'attaque SolarWinds en 2020, exploitée par un acteur étranger via une chaîne d'approvisionnement technologique, a compromis plusieurs agences gouvernementales américaines, démontrant l'importance de sécuriser l'ensemble des composants technologiques stratégiques. Au-delà des risques de sécurité, la dépendance aux technologies étrangères freine l'innovation et le développement des briques technologiques essentielles sur le sol européen. En renforçant l'autonomie numérique de la France, nous pouvons protéger nos données sensibles, tout en soutenant un écosystème technologique national robuste et compétitif.

Agence du numérique en santé. (2023). Feuille de route du numérique en santé 2023-2027. <https://esante.gouv.fr/actualites/lancement-de-la-feuille-de-route-du-numerique-en-sante-2023-2027>

SOUTENIR LES ACTEURS FRANÇAIS ET EUROPÉENS

La souveraineté numérique ne se limite pas à une question de protection des données. Elle est aussi un levier stratégique pour renforcer l'innovation et la compétitivité des acteurs français. En favorisant le développement de solutions souveraines, nous renforçons l'indépendance de nos administrations publiques, tout en garantissant la conformité avec les réglementations nationales et européennes.

Malgré une volonté politique affirmée, la transition vers des solutions souveraines se heurte à plusieurs obstacles. Premièrement, la dépendance aux technologies essentielles venues de l'étranger reste un frein majeur. Bien que les solutions de cloud souverain se développent, elles s'appuient encore largement sur des composants technologiques stratégiques étrangers, comme les processeurs, les serveurs et les logiciels de virtualisation, principalement conçus aux États-Unis. Cette situation limite la capacité des acteurs français ou européens à s'affranchir totalement des fournisseurs internationaux.

Ensuite, la compétitivité des solutions nationales face aux géants du cloud mondial reste insuffisante. Des acteurs comme Amazon Web Services (AWS), Microsoft Azure ou Google Cloud bénéficient d'une supériorité technologique, de coûts plus attractifs et d'une capacité à opérer à grande échelle, ce qui freine l'adoption massive de solutions souveraines.

De plus, la transition vers des solutions souveraines représente un défi opérationnel pour les administrations. Malgré la doctrine « cloud au centre » mise en place par l'État, les administrations rencontrent des difficultés à migrer leurs systèmes existants. Les coûts de transition élevés et le manque de ressources internes dédiées ralentissent cette adoption, rendant la souveraineté numérique encore partielle dans de nombreux domaines.

Face à ces défis, des mesures complémentaires sont nécessaires pour réduire la dépendance technologique, améliorer l'interopérabilité et favoriser une adoption plus large des solutions souveraines au sein des administrations et du secteur privé.

En bref

Les obstacles à la souveraineté des solutions numériques :

Dépendance technologique

Les solutions souveraines s'appuient encore sur des composants étrangers (processeurs, serveurs, logiciels).

Manque de compétitivité

Les géants du cloud (AWS, Microsoft, Google) restent plus compétitifs technologiquement et financièrement.

Défi opérationnel

La migration des systèmes existants est coûteuse et complexe pour les administrations, ralentissant l'adoption des solutions souveraines.





IV - NOS OFFRES POUR RÉPONDRE AU DÉFI DE LA SOUVERAINETÉ

Dans un contexte où la souveraineté numérique devient un enjeu crucial, nous nous engageons à fournir des solutions qui garantissent la sécurité des données de nos clients. C'est pourquoi nous sommes partenaires du cloud de confiance de S3NS (Thalès), mais que nous proposons des hébergements sur site pour les clients qui requièrent un contrôle total de leurs infrastructures. Et que dans un contexte où les cybermenaces se multiplient, l'ensemble de nos activités liées à la cybersécurité en France sont localisée sur le territoire français. Enfin, nous sommes très attentifs aux technologies que nous utilisons pour développer nos solutions d'intelligence artificielle.



PRIVILÉGIER UN CLOUD DE CONFIANCE POUR NOS HÉBERGEMENTS

NOTRE PARTENARIAT AVEC S3NS (THALÈS)

Nous hébergeons des données critiques sur des infrastructures conformes aux exigences de l'État. S3NS propose plusieurs niveaux de sécurité, en fonction de la sensibilité des données. Nous accompagnons nos clients de l'évaluation de la criticité de leurs données jusqu'à leurs migrations dans le cloud.

S3NS s'appuie sur les technologies de chiffrement avancées de Thales, reconnues pour leur robustesse et leur utilisation dans des domaines exigeant un haut niveau de confidentialité, notamment la défense, l'aéronautique et les infrastructures critiques. L'ensemble des données est chiffré de bout en

bout, avec une gestion des clés de chiffrement entièrement maîtrisée sur le territoire national, empêchant toute ingérence extérieure.

Le partenariat avec S3NS, en voie de certification SecNumCloud par l'ANSSI, garantira à nos clients opérants dans des secteurs stratégiques où la gestion des données critiques est primordiale, allant de la sécurité sociale à la défense, le plus haut niveau de sécurité et de conformité.

SOUTENIR LES ACTEURS FRANÇAIS

SecNumCloud est un référentiel de cybersécurité élaboré par l'ANSSI, garantissant un haut niveau de protection des données hébergées dans le cloud. Il assure une protection avancée contre les cyberattaques, un contrôle exclusif des infrastructures et une application stricte du droit européen, excluant toute ingérence étrangère. Les fournisseurs qualifiés obtiennent le Visa de sécurité de l'ANSSI, reconnu pour la gestion des données sensibles du secteur public.

AFIN DE FACILITER LA TRANSITION VERS LE CLOUD, NOTRE APPROCHE REPOSE SUR PLUSIEURS AXES :

- **Migration facilitée des données vers des environnements sécurisés :**

Grâce à un accompagnement sur mesure, nous offrons aux collectivités locales et nationales une transition fluide vers des infrastructures cloud de confiance.

- **Respect des standards élevés de conformité et de sécurité :**

Nos solutions s'intègrent dans des infrastructures en cours de certification SecNumCloud par l'ANSSI, assurant ainsi la sécurité et la confidentialité des données critiques. Conformément au label SecNumCloud, S3NS garantira une indépendance vis-à-vis des législations extraterritoriales, avec une application exclusive du droit européen.

- **Accessibilité et simplicité d'intégration :**

Nos solutions spécialement conçues pour s'intégrer de manière transparente aux infrastructures déjà en place, minimisant les perturbations opérationnelles.

- **Optimisation des coûts :**

En mutualisant les ressources, nos clients bénéficient d'économies substantielles tout en profitant des dernières innovations offertes par les environnements cloud de confiance.

- **Alignement avec l'État**

Une cohérence avec la doctrine "Cloud au Centre"* de l'État français, qui impose aux administrations d'héberger leurs données sensibles sur des infrastructures qualifiées SecNumCloud.

L'hébergement proposé par S3NS permettra ainsi à nos clients de bénéficier d'un cloud de confiance, tout en intégrant les technologies les plus avancées en matière de gestion des données, de cybersécurité et d'innovation numérique. Grâce à cette approche, nous offrirons un environnement cloud de confiance, sécurisé et performant, répondant aux enjeux stratégiques des organisations publiques.

*Ministère de la Transformation et de la Fonction publiques. (2021). Doctrine d'utilisation de l'informatique en nuage par l'État, circulaire n° 6282-SG du 5 juillet 2021. Légifrance. https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45446?init=true&page=1&query=doctrine+d%E2%80%99utilisation+de+l%E2%80%99informatique+en+nuage+par+l%E2%80%99%C3%89tat&searchField=ALL&tab_selection=all



LOCALISER L'ENSEMBLE DE NOS ACTIVITÉS LIÉES À LA CYBERSECURITÉ SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS

*Nous défendons
l'autonomie
technologique des
administrations
avec des solutions
robustes.*

La cybersécurité des administrations publiques ne peut être garantie sans un contrôle total des infrastructures utilisées et de leur exploitation. Cela se traduit par un engagement clair : dans un contexte où les cybermenaces se multiplient et où la souveraineté numérique devient un impératif stratégique, nous localisons l'ensemble de nos activités liées à la cybersécurité en France.

Cette approche permet de garantir une conformité avec les réglementations nationales et européennes, tout en évitant une exposition aux législations extraterritoriales qui pourraient compromettre la sécurité des données qui nous sont confiées.

Par ailleurs, nos équipes de développement et de support, elles aussi entièrement basées en France, assurent un accompagnement réactif et expert. Cette proximité géographique

et stratégique permet une meilleure compréhension des enjeux de cybersécurité propres au secteur public et garantit un niveau de support adapté aux exigences des administrations.

En inscrivant cette exigence de localisation nos activités cybersécurité sur le territoire national, nous affirmons notre volonté de préserver l'autonomie technologique des administrations publiques et de fournir des solutions robustes, adaptées aux enjeux de la transformation numérique et de la protection des infrastructures stratégiques.



LOCALISER NOS ÉQUIPES D'INTÉGRATION ET DE SUPPORT FONCTIONNEL À DESTINATION DU SECTEUR PUBLIC SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS

Nos équipes d'intégration et de support sont localisées en France pour garantir un service de qualité.

L'accompagnement des administrations publiques ne se limite pas à la fourniture de solutions logicielles performantes : il repose sur une proximité opérationnelle et une capacité à répondre aux besoins des collectivités et des services de l'État avec réactivité et expertise. C'est pourquoi nous avons fait le choix de localiser en France l'ensemble de nos équipes d'intégration et de support fonctionnel à destination du secteur public, afin d'assurer un service de qualité, aligné sur les exigences et les contraintes spécifiques du secteur public.

Nos équipes, réparties sur tout le territoire, garantissent un accompagnement de proximité et une compréhension fine des réalités locales. Cette implantation permet d'assurer un déploiement efficace des solutions, une assistance technique réactive

et un suivi personnalisé pour chaque collectivité et administration. Nos experts travaillent aux côtés des agents publics pour adapter nos outils à leurs besoins métiers, tout en veillant à une interopérabilité fluide avec les systèmes existants.

Nous avons également mis en place un service de support 24/7, dédié aux logiciels critiques, notamment ceux utilisés par les services de secours et d'urgence. Nos équipes spécialisées connaissent les enjeux de l'administration et la criticité des problématiques rencontrées par ces services. Cette expertise nous permet d'intervenir rapidement en cas d'incident et d'assurer la continuité des missions essentielles, qu'il s'agisse de la gestion des interventions d'urgence, des infrastructures routières ou des services stratégiques des collectivités.

Au-delà du support technique, notre ancrage territorial témoigne de notre engagement à construire une relation de confiance avec les acteurs publics.

Nous sommes convaincus que la transformation numérique du secteur public doit s'appuyer sur des partenaires présents sur le terrain, capables d'apporter des solutions adaptées, évolutives et sécurisées. En privilégiant des équipes locales, nous favorisons une approche concertée et efficace de la modernisation des services publics, tout en garantissant un accompagnement durable et souverain.

Des équipes locales pour une modernisation concertée et souveraine des services publics.



NOUS PROPOSONS UNE ALTERNATIVE EN HÉBERGEMENT SUR SITE POUR DES BESOINS SPÉCIFIQUES

Si nous encourageons une transition vers le cloud de confiance pour ses nombreux avantages en matière de sécurité, de performance et de coûts, nous savons que certaines administrations ont des impératifs spécifiques nécessitant un hébergement en on-premise. C'est pourquoi nous proposons également des solutions hébergées sur site, adaptées aux environnements nécessitant un contrôle total des infrastructures et des données.

Notre approche permet une continuité avec nos offres cloud en grâce à une interopérabilité fluide entre les environnements hébergés localement et les solutions en cloud de confiance. Ainsi, les administrations ayant des contraintes réglementaires ou opérationnelles particulières peuvent bénéficier d'un déploiement sécurisé et maîtrisé, sans renoncer aux évolutions

technologiques et aux mises à jour fonctionnelles.

Cette flexibilité permet à chaque acteur public d'adopter une trajectoire de modernisation progressive, tout en assurant une cohérence avec les exigences de souveraineté et de performance fixées par l'État.





NOUS GARANTISSONS UNE INTELLIGENCE ARTIFICIELLE SOUVERAINE ET SÉCURISÉE

L'intelligence artificielle est devenue un levier clé pour l'amélioration des services publics et la cybersécurité des infrastructures critiques. Cependant, son déploiement dans l'administration doit impérativement répondre à des exigences strictes en matière de souveraineté, de transparence et de sécurité. Afin de garantir un contrôle total sur les modèles d'IA utilisés,

L'IA est un atout stratégique pour la souveraineté et la sécurité numérique du secteur public.

nous privilégions des solutions de confiance, respectant le règlement européen sur l'intelligence artificielle développées par des acteurs français ou européens, et reposant sur des algorithmes open

source, auditables et transparents.

Cette approche permet de sécuriser l'ensemble des processus décisionnels, d'éviter les biais algorithmiques et de s'assurer que les administrations conservent la maîtrise de leurs

données et de leur infrastructure numérique. Contrairement aux modèles propriétaires, nos solutions d'IA garantiront une indépendance vis-à-vis des législations extraterritoriales et des réglementations pouvant compromettre la confidentialité des informations publiques.

Plus tard, l'IA jouera également un rôle central dans la cybersécurité des services publics. En intégrant des algorithmes avancés dans nos solutions, nous permettrons aux administrations de détecter plus rapidement les menaces, d'analyser les tentatives d'intrusion en temps réel et de réagir plus efficacement aux cyberattaques. Nos outils s'appuient sur l'IA pour automatiser la détection des anomalies, anticiper les failles de sécurité et renforcer la protection des infrastructures publiques.

En adoptant cette approche, nous ferons de l'intelligence artificielle un véritable atout stratégique pour la souveraineté et la sécurité numérique

du secteur public. Nos solutions garantissent une transparence totale des algorithmes, une maîtrise des décisions automatisées et une protection renforcée des données administratives et citoyennes, tout en soutenant l'innovation technologique au sein d'un écosystème numérique de confiance.

V - DES OUTILS DONT LES BÉNÉFICES VONT BIEN AU-DELÀ DES ENJEUX DE SOUVERAINETÉ ET DE SÉCURITÉ

Chez Nexpublica, nos solutions s'inscrivent dans une dynamique globale visant à offrir aux administrations publiques bien plus qu'une simple protection des données : nous participons à la transformation numérique en garantissant des infrastructures robustes, résilientes et souveraines.

UNE MEILLEURE PROTECTION DES DONNÉES PUBLIQUES SENSIBLES

En adoptant des infrastructures sécurisées, les administrations bénéficient d'une protection optimale contre les cybermenaces. Nos solutions garantissent que les données critiques restent sous contrôle national, à l'abri des ingérences extérieures et des risques liés aux dépendances technologiques.

ASSURER LA CONTINUITÉ DES SERVICES ESSENTIELS EN TOUTES CIRCONSTANCES

Nos offres permettent aux administrations de rester

opérationnelles même en cas de crise, grâce à des mécanismes de sécurité robustes et un accompagnement permanent. Cela garantit que les services publics essentiels restent disponibles pour les citoyens, limitant les perturbations potentielles.

DES SOLUTIONS OPTIMISÉES POUR UNE GESTION DES RESSOURCES EFFICACES

La mutualisation des ressources et l'optimisation des infrastructures permettent aux collectivités, grandes et petites, de bénéficier de solutions performantes et accessibles. Cela permet de rationaliser les budgets tout en intégrant les dernières innovations en cybersécurité.

UN SOUTIEN À L'INDÉPENDANCE TECHNOLOGIQUE NATIONALE

En favorisant des solutions localisées et des équipes en France, nos outils contribuent à renforcer l'autonomie technologique du secteur public. Cet engagement soutient l'innovation nationale et accompagne l'État dans sa volonté de développer un écosystème numérique souverain et compétitif face aux acteurs internationaux.

>>>

*IBM. (2024). Cost of a Data Breach Report 2024. IBM. <https://www.ibm.com/reports/data-breach>

**Sophos. (2024, July). The state of ransomware in critical infrastructure 2024. <https://assets.sophos.com/X24WTUEQ/at/75tnw38cqsrrrv56wpc78k/sophos-state-of-ransomware-critical-infrastructure-2024.pdf>

QUELS BÉNÉFICES HUMAINS ET FINANCIERS ?

Impact sur l'attractivité de la fonction publique

La mise en place de solutions technologiques souveraines et innovantes joue un rôle essentiel dans le renforcement de l'attractivité des administrations publiques. En adoptant des infrastructures modernes et sécurisées, les collectivités locales et les établissements publics deviennent des employeurs plus attrayants pour les talents spécialisés en technologies et en cybersécurité.

De plus, l'accès à des outils performants et à jour permet d'attirer des partenaires stratégiques, tels que des entreprises technologiques locales ou des startups innovantes, créant ainsi un écosystème numérique dynamique. Les administrations qui adoptent ces solutions renforcent également leur image en tant qu'acteurs modernes et proactifs, capables de relever les défis technologiques tout en assurant la sécurité des données publiques. En définitive, l'intégration des technologies souveraines contribue à améliorer la compétitivité des administrations, tant dans l'attraction des talents que dans la création de partenariats stratégiques à long terme.

Impact financier

Le choix entre des solutions on-premises et des services cloud de confiance a un impact significatif sur le budget des administrations publiques.

Les infrastructures on-premises nécessitent des investissements initiaux élevés, notamment pour l'achat de matériels, la mise en place de centres de données, et l'installation de dispositifs de sécurité. À cela s'ajoutent des coûts récurrents liés à la maintenance, aux mises à jour et au personnel technique dédié.

Par ailleurs, les incidents cyber coûtent chaque année plusieurs millions d'euros aux organisations publiques. En 2024 le coût moyen d'une violation de données s'élève à 4,5 millions d'euros (IBM, 2024)*, tandis que la récupération après une attaque par rançongiciel coûte en moyenne 2,5 millions d'euros (Sophos, 2024)**.

Ces coûts englobent les dépenses liées à la remédiation, la perte de productivité, et les répercussions sur les services aux citoyens. Face à ces enjeux, nos solutions de cloud de confiance et de cybersécurité permettent d'atténuer ces risques en garantissant une protection renforcée des infrastructures critiques. En sécurisant les données et en intégrant des protocoles avancés de détection et de réponse aux menaces, nos solutions réduisent le risque de paralysie des services publics et minimisent l'impact financier des cyberattaques.

En intégrant ces technologies, les administrations peuvent ainsi préserver leur budget, réduire les interruptions de service et renforcer la confiance des citoyens dans la sécurité des services numériques publics.

BIBLIOGRAPHIE

ADEME.(2025). Actualisation des chiffres de l'impact du numérique en France.

Agence du Numérique en Santé.(n.d.). Cybersécurité accélération et Résilience des Établissements (CaRE).

Agence du numérique en santé.(2023). Feuille de route du numérique en santé 2023-2027.

ANCT, CREDOC, & Université Rennes 2, CREAD-M@souin. (2025). La société numérique française : les professionnels de la médiation numérique au défi de l'éloignement numérique.

ANSSI.(2024, 22 février). Panorama de la cybermenace 2024.

Arcep, & Arcom.(2024). Référentiel général d'écoconception de services numériques (RGESN).

Arcep, CGE, ANCT, & Arcom.(2022). Baromètre du numérique – Édition 2022.

BCG (Boston Consulting Group).(2023). Generative AI for the Public Sector : From Opportunities to Value.

Brilland, T., Fangeat, E., Meyer, J., & Wellhoff, M. (2025). Actualisation des chiffres de l'impact du numérique en France.

Caruso, A., & Fargeas, T. (2024). La formation statutaire et professionnelle dans la fonction publique de l'État en 2022.

Commission européenne. (2023, 27 septembre). Décennie numérique de l'Europe : objectifs numériques pour 2030.

Cour des comptes. (2023). Rapport sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale – Édition 2023, chapitre V « Les Samu et les Smur, des évolutions en cours à poursuivre ».

Cour des comptes. (2025). Mieux suivre et valoriser les gains de productivité de l'État issus du numérique.

Défenseur des droits. (2024, 13 novembre). Pour que le droit n'oublie personne : Algorithmes, systèmes d'IA et services publics – quels droits pour les usagers ? Points de vigilance et recommandations.

Devillers, O.(2024, 16 décembre). Numérique responsable : l'observatoire en place, les collectivités en retard.

DGAFF. (2024, 2 septembre). Schéma directeur de la politique de formation professionnelle tout au long de la vie des agents de l'État 2024-2027.

DGAFF. (2024, 15 novembre). La mobilité des agents – Édition 2024.

DGSCGC. (2024, décembre). Les statistiques des services d'incendie et de secours – Édition 2024.

Direction interministérielle du numérique (DINUM).(2023, mars). Feuille de route de la direction interministérielle du numérique.

EY. (2022). Work Reimagined 2022.

Fondation Jean-Jaurès.(2025, 4 février). Les inégalités d'accès aux services publics en France et l'impact sur le vote.

France Stratégie. (2024, décembre). Travailler dans la fonction publique : Le défi de l'attractivité (Rapport coordonné par E. Prouet, J. Barasz & A. Faure).

Fondation iFRAP.(2024, 9 janvier). Avec 849 milliards, la France en 1ère position des dépenses de protection sociale en Europe.

Gorrieri, S.(2024, 9 janvier). Avec 849 milliards, la France en 1ère position des dépenses de protection sociale en Europe.

Hannafi, C., Le Gall, R., Omalek, L., & Marc, C. (2022, février). Mesurer régulièrement le non-recours au RSA et à la prime d'activité : méthode et résultats (Les Dossiers de la DREES, n° 92).

IBM. (2024). Cost of a Data Breach Report 2024.

Intercommunalités de France. (2023, 23 mars). Baromètre 2023 de la maturité numérique des territoires.

Microsoft. (2024, octobre). Microsoft Digital Defense Report 2024: Les cyberattaques ont presque doublé d'une année sur l'autre.

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique. (2024, novembre 16). France 2030 : Stratégie d'accélération cybersécurité.

Ministère de la Transformation et de la Fonction publique. (2021). Doctrine d'utilisation de l'informatique en nuage par l'État, circulaire n° 6282-SG du 5 juillet 2021.

Prévot, M. (2021). La formation statutaire et professionnelle dans la fonction publique de l'État en 2021 – Vues d'ensemble, Faits et chiffres.

Régions de France & Cabinet FSL. (2024, 9 septembre). Les chiffres clés des Régions 2024.

Service interministériel des Archives de France. (2021, 15 juillet). Archivage des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Séramour, C.(2024, 12 février). IA générative : L'Amendement aide les agents publics à résumer les amendements parlementaires.

Sironneau, N., Arvis, J.-B., & Ferrier, L. (2024, 19 novembre). L'intelligence artificielle générative : Un levier d'efficacité pour l'administration publique.

Sophos. (2024, July). The state of ransomware in critical infrastructure 2024.

Union européenne. (2022, 14 décembre). Décision (UE) 2022/2481 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 établissant le programme politique pour la Décennie numérique.

Vie publique. (2023, 18 mai). Le réseau routier français : un état des lieux.

Attention

Ce document présente une vision stratégique et des pistes de réflexion sur l'évolution des outils numériques dédiés au secteur public. Les concepts, solutions et développements évoqués reflètent notre ambition et nos orientations actuelles, mais ne constituent en aucun cas un engagement contractuel, ni un conseil juridique ou financier. Les fonctionnalités et services mentionnés sont susceptibles d'évoluer et ne sauraient être considérés comme une offre ferme ou une garantie de mise en œuvre.

Nexpública,
4-10 rue Mozart,
Clichy 92110
SIRET : 93843503900012

Imprimé en édition limitée
en septembre 2025 par l'imprimerie
Baron et Fils, 5 rue Olof Palme,
92110 Clichy

Conception graphique :
©Betrue Agency - 2025

Photos : ©Adobestock

Ne pas jeter sur la voie publique